

**Faculté des sciences économiques,  
sociales, politiques et de communication**

## **La Justice du travail**

Partie I : La justice du travail aux regards des  
sciences religieuses

Partie II : La justice au travail en milieu hospitalier

Auteur : Louis ROUCOURT  
Promoteur I : Serge MAUCQ  
Promoteur II : Matthieu de NANTEUIL  
Année académique 2018-2019  
Master 60 en sciences du travail



# Remerciements

Je remercie particulièrement mes promoteurs, **le Professeur de Nanteuil et le Professeur Maucq**, qui furent d'une aide précieuse dans l'élaboration de ce travail de fin d'études, tant pour les idées que pour les corrections de trajectoire.

Je remercie de même **Madame Goraj** pour la correction et le temps consacré au présent rapport, sans quoi une telle version n'aurait pu aboutir.

Un tout grand merci à mes collègues et amis, sans qui toutes ces réflexions n'auraient pas pu être amenées.

Merci à ma famille et à ma compagne de me soutenir dans mes démarches, tant professionnelles que studieuses.

Et finalement, sincères remerciements à l'Université Catholique de Louvain, mes amis et mes Professeurs pour l'enrichissante formation que propose ce Master en sciences du travail.

A vous tous, je dis merci...



# PAPER 1

## La justice du travail aux regards des sciences religieuses

*Promoteur : Professeur Serge Maucq*

2018-2019

Louis Roucourt  
Master 60 en sciences du travail

---



## Table des matières

Introduction .....	1
1. Le travail dans nos sociétés contemporaines.....	4
2. Le regard de la Bible sur le travail .....	9
3. L'éthique du travail .....	15
Conclusion .....	20
Bibliographie .....	22

---

## Introduction

Dans nos sociétés occidentales où le travail, la rentabilité et l'individualisme semblent être devenus des valeurs centrales, il apparaît intéressant d'étudier la position de l'Eglise quant à la question du travail. Est-il juste de travailler, se subordonnant ainsi à la volonté d'un employeur désigné ? Sommes-nous les esclaves de notre travail ou les parfaits détenteurs de notre labeur ? La vie se limite-t-elle à cette souffrance que peuvent vivre des travailleurs, tant au niveau de la pénibilité de leur travail qu'au niveau de l'injuste rémunération dont ils sont victimes ? Nous pensons que les valeurs de la Bible peuvent permettre une ouverture sur la question du travail, en amenant des clés de réponses à des travailleurs souhaitant le changement de notre modèle économique, pouvant vivre le travail comme une injustice.

Prenons, afin d'illustrer notre propos, un jeune individu récemment employé dans une entreprise à vocation financière. Pour quelles raisons décide-t-il d'offrir son temps, son cerveau, sa force et une partie de ses libertés individuelles, en ce compris ses valeurs personnelles, à un employeur qui bénéficiera d'une part importante des retombées financières de son labeur ? L'argent, la famille, la morale, le besoin ou toutes autres raisons ? N'est-il pas dès lors plongé au cœur d'un dilemme ? Suivre la voie toute tracée d'un individu ancré dans les mœurs de notre société, avec comme leitmotiv, le travail capitaliste ? Ou bien suivre son instinct de liberté et suivre son propre chemin, émancipé de toutes contraintes extérieures ? Nous tenterons, dans le paper sur la sociologie, d'aborder les dilemmes et les injustices vécues par des professionnels de la santé en milieu hospitalier avec pour objectif de centrer nos recherches vers un domaine bien spécifique. Nous aborderons donc ici, de manière large, les raisons qui nous poussent au travail dans nos sociétés contemporaines et les questions qu'elles amènent.

L'Eglise chrétienne, à travers la Bible, peut-elle aider un jeune individu à se positionner ? Nous posons de ce fait la question suivante : « *Serait-il possible d'envisager la religion chrétienne comme une source de valeurs au sein du monde du travail capitaliste afin de lutter contre les dilemmes éthiques auxquels peuvent être confrontés de jeunes travailleurs ?* » La Bible de Jérusalem<sup>1</sup> sera donc l'outil principal de notre questionnement, tout comme la concordance des Saintes écritures<sup>2</sup>, permettant une lecture plus aisée de la

---

<sup>1</sup> *La Bible de Jérusalem*, Les éditions du Cerf : Paris, 1973.

<sup>2</sup> *Concordance des Saintes écritures*, Société biblique auxiliaire du canton de Vaud, 1965.

Bible. S'y ajoutant, des écrits religieux et philosophiques viendront étayer notre réflexion sur cette question fondamentale. Pourquoi travaillons-nous ? La Foi chrétienne anime le cœur d'un nombre impressionnant de fidèles depuis plus de 2000 ans. Même si elle perd des adeptes depuis plusieurs générations, n'est-elle pas également précurseur dans les questions que sont la justice, la liberté et l'éthique ? Là où de jeunes travailleurs semblent parfois désœuvrés au sein de nos sociétés, les paroles de l'Eglise ne peuvent-elles pas servir de points de repères renouvelés<sup>3</sup> pour comprendre l'implication de chacun dans ce monde où l'aspect économique domine nos pensées ? Peut-être pourrions-nous, à la suite de ce travail, comprendre le travail comme un besoin fondamentalement humain, et non plus comme un besoin économique. Jean-Paul II dit ainsi :

L'Eglise trouve dès les premières pages du Livre de la Genèse la source de sa conviction que le travail constitue une dimension fondamentale de l'existence humaine sur la terre. [...] « *Soyez féconds, multipliez-vous, emplissez la terre et soumettez-la* » (Cf. Gn 1, 28), même si ces paroles ne se réfèrent pas directement et explicitement au travail, elles y font sans aucun doute allusion indirectement, comme une activité à exercer dans le monde. Bien plus, elles démontrent l'essence la plus profonde. L'homme est à l'image de Dieu notamment par le mandat qu'il a reçu de son créateur de soumettre, de dominer la terre<sup>4</sup>.

Et sans faire l'apologie de l'Eglise durant ce travail, nous pensons pouvoir nous inspirer de sa grande réflexion portée par plus de 2000 ans d'histoire pour tenter de comprendre ces notions de justice et de travail qui pèsent sur de jeunes travailleurs envieux de liberté et de changement<sup>5</sup>.

Le présent travail sera donc découpé en trois parties. Premièrement, le travail contemporain, analysé sous le regard d'auteurs comme Karl Marx et Adam Smith, aux idéaux autant opposés que sources d'un regard nouveau sur nos modèles économiques actuels. Ce chapitre aura pour vocation de contextualiser les chapitres suivants, car comme nous le verrons, la vie d'une entreprise motivée par le profit ne correspond pas forcément aux valeurs véhiculées par la Bible, même si les deux ne s'excluent pas avec autant d'évidence. Nous verrons ensuite la pensée chrétienne et sa position vis-à-vis du travail, chapitre immédiatement suivi par la notion de justice et le regard porté par l'Eglise sur une certaine éthique de la vie. Qu'est-il juste de faire ou de ne pas faire ? Finalement et en guise de conclusion, nous essayerons de répondre à la question énoncée ci-dessus : la

---

<sup>3</sup> Les récits bibliques étant propres à une certaine époque de l'humanité, il importe d'actualiser ses idées, au travers d'analyses Bibliques d'auteurs récents.

<sup>4</sup> JEAN-PAUL II, *Le travail humain*, Editions Cana : Paris, 1981, p.14.

<sup>5</sup> Comme par exemple : Travailler pour sa propre subsistance avec le fruit de son travail et non pas fournir son travail à autrui afin d'assurer la subsistance d'un modèle économique.

religion peut-elle servir d'inspiration aux travailleurs pour tenter de faire face aux dilemmes éthiques que pose le monde du travail ? Fort des notions abordées ci-avant, nous espérons pouvoir amener des éléments suffisants afin de comprendre cette thématique essentielle : la justice au travail et ce qu'en dit l'Eglise.

## 1. Le travail dans nos sociétés contemporaines

« La plus grande amélioration dans la puissance productive du travail et la plus grande partie de l'habileté, de l'adresse, de l'intelligence avec laquelle il est dirigé ou appliqué sont dues, à ce qu'il semble, à la division du travail<sup>6</sup>. » Ainsi commencent les premières lignes du premier chapitre de l'ouvrage d'Adam Smith. La division du travail, concept central de son raisonnement sur la création des richesses, va influencer jusqu'aux bases les plus profondes de notre façon de concevoir la production et la rémunération qui en découlent. Le capitalisme n'est certainement pas né des écrits d'Adam Smith<sup>7</sup>, mais ce n'est pas un hasard s'ils sont aujourd'hui étudiés dans bon nombre d'écoles de commerce.

Dans cette logique, le travail n'a plus que pour seule vocation de produire toujours plus de richesses via la vente de marchandises, en optimisant au maximum les facteurs de production. Cette optimisation passe non seulement par la spécialisation des travailleurs, alors formés à ne faire qu'un nombre limité de tâches à grande échelle, mais également par l'amélioration des technologies<sup>8</sup>. Pour Adam Smith, aucune considération éthique n'a à intervenir dans le travail, tant prime désormais la valeur que peuvent acquérir les produits. Karl Marx<sup>9</sup> sera d'ailleurs un vif critique de la pensée d'Adam Smith et de l'économie libérale en règle générale. Cette façon de voir le travail à la troisième personne, objectivement, occulte selon lui, la véritable expérience vécue par les travailleurs. Karl Marx parlera donc d'aliénation pour qualifier le fait qu'un travailleur, de par son labeur, se trouve dépossédé de la substance même de son travail. Il devient étranger à sa production, aliéné, puisque n'étant pas le détenteur des moyens de la production, ni même du produit final. Comme nous le verrons plus loin dans ce travail, ce processus va à l'encontre de ce que la Bible nous enseigne, enseignements qui vont jusqu'à rejoindre les propos de Marx quand il parle de maîtrise de la nature par le travail, réalisant ainsi notre conscience, l'essence de l'humanité.

Mais nous allons avant cela faire intervenir Matthieu de Nanteuil<sup>10</sup>, qui nous aide ici à justifier le recours à de tels auteurs, que l'on pourrait juger hors de propos tant le travail a muté. D'une société à dominance industrielle, nous sommes passés à une société

---

<sup>6</sup> SMITH, Adam, *La richesse des nations*, éditions Flammarion : Paris, 1991 (original : 1776), p.71.

<sup>7</sup> Même si le capitalisme semble trouver ses bases théoriques au XVIII<sup>e</sup> siècle (la naissance officielle du capitalisme fait débat au sein des intellectuels), effectivement, le marchandage existait déjà au Moyen-Age avec l'élévation de certaines grandes cités réputées pour le commerce. Nous pourrions même dire que le capitalisme voit sa naissance à l'aube de la sédentarisation des sociétés.

<sup>8</sup> cf. SMITH, Adam, *op.cit.*, pp. 65-84.

<sup>9</sup> cf. MARX, Karl, *Les manuscrits de 1844*, 1844.

<sup>10</sup> cf. De NANTEUIL, Matthieu, *Rendre justice au travail*, Paris : PUF, 2016, pp. 45-123.

de services, proposant de ce fait un décalage entre les théories de Karl Marx et les réalités du travail d'aujourd'hui. Pourtant, le rapport entre le travail et la valeur mis en avant par Adam Smith et Karl Marx sont plus que jamais au cœur de nos pratiques professionnelles : « (Ces modèles de pensées) constituent toujours des principes structurants dans la représentation que nous nous faisons du travail en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle<sup>11</sup>. » Le libéralisme s'est institué au sein de la société des services, transposant des problématiques bien connues de la société industrielle, tout en ajoutant de nouveaux questionnements quant à nos modes de fonctionnement actuels. Et ces nouvelles structures organisationnelles n'ont, semblent-ils, nullement modifié l'expérience parfois négative vécue par les travailleurs<sup>12</sup>.

Ainsi, l'expérience du travail capitaliste nous amène à un autre concept élaboré par Marx, celui de l'exploitation. N'est-il pas là plus grande injustice que d'être exploité par autrui ? Nous sommes même tentés de dire qu'aujourd'hui, l'exploitation des hommes par les hommes s'est fondamentalement transformée en exploitation du système capitaliste sur les hommes, tant nous semblons, pour la plupart, soumis à ces exigences sans même remettre en question notre manière de concevoir le travail et l'économie. Ce capitalisme personnifié se sert, dans cette domination, des inventions de l'homme. La technologie, sans cesse croissante, permet ainsi au capitalisme de perdurer via des phénomènes comme la jouissance des biens, l'amélioration de notre confort, l'appât du gain, la luxure, etc. Nous créons notre propre dépendance au système. Hans Jonas dira d'ailleurs :

[...] Dans ces temps anciens la technique était, comme nous l'avons vu, une concession adéquate à la nécessité et non la route vers le but électif de l'humanité. [...] Aujourd'hui, sous la forme de la technique moderne, la *technè* s'est transformée en poussée en avant infinie de l'espèce et en son entreprise la plus importante. [...] l'homme est maintenant de plus en plus le producteur de ce qu'il a produit et le faiseur de ce qu'il sait faire, et plus encore le préparateur de ce qu'il sera bientôt capable de faire<sup>13</sup>.

De cette manière, l'humanité devient responsable, pour les générations futures, de ce que nous pourrions appeler l'éternel vice du travail. Un progrès infini, dans un monde aux ressources limitées. Jonas n'aborde pas spécialement la question du travail, plutôt celle de la responsabilité, mais cet extrait me permet tout de même de tirer cette conclusion : le travail, en perpétuelle évolution grâce à la technique, ne cessera donc jamais d'être questionné et ce questionnement, dans une logique capitaliste, semble aujourd'hui nous

---

<sup>11</sup> De NANTEUIL, Matthieu, *op.cit.*, p. 45.

<sup>12</sup> *Ibid*, pp. 45-123.

<sup>13</sup> JONAS, Hans, *Le principe responsabilité*, Les éditions du Cerf, 1990, pp. 35-36.

conduire vers une impasse, tant nos sociétés nous apparaissent en crise. L'actualité prouve chaque jour à quel point nos modèles économiques rentrent de plus en plus en discordance avec les attentes de ses citoyens. Les marches pour le climat, les gilets jaunes, les mouvements syndicaux, etc. sont l'exemple récent d'un mécontentement social important vis-à-vis des effets destructeurs du capitalisme, autant envers la planète qu'envers les individus eux-mêmes. Ce que Jonas nous apporte donc, c'est bien cette idée selon laquelle nous sommes tous responsables du devenir de l'humanité et donc des injustices et inégalités croissantes au sein de nos sociétés. Sartre amènera également une idée similaire :

[...] Ainsi, la première démarche de l'existentialisme est de mettre tout homme en possession de ce qu'il est et de faire reposer sur lui la responsabilité totale de son existence. Et quand nous disons que l'homme est responsable de lui-même, nous ne voulons pas dire que l'homme est responsable de sa stricte individualité, mais qu'il est responsable de tous les hommes. [...] Quand nous disons que l'homme se choisit, nous entendons que chacun d'entre nous se choisit, mais par là nous voulons dire aussi qu'en se choisissant il choisit tous les hommes<sup>14</sup>.

Pour en revenir à Adam Smith, et si nous en croyons Sartre, la division du travail est responsable d'un changement radical dans notre conception du travail. Quel sens pourrait-il bien exister dans la réalisation d'une tâche répétitive, vidée de sa substance et soumise à l'exploitation ? André Gorz donne une définition du travail capitaliste au sens économique pleinement satisfaisante, tant elle illustre de manière renouvelée ce qu'est le travail dans nos sociétés :

Nous avons défini le travail au sens économique moderne comme une activité déployée en vue de l'échange marchand et qui fait nécessairement l'objet d'un calcul comptable. Le travailleur travaille « pour gagner sa vie », c'est-à-dire pour obtenir en échange d'un travail dont les résultats n'ont pas d'utilité directe pour lui-même, de quoi acheter tout ce dont il a besoin et qui est produit par d'autres que lui<sup>15</sup>.

Nous y reviendrons plus loin, mais voilà bien le cœur du capitalisme. Nous travaillons afin d'acheter des marchandises produites par d'autres travailleurs qui eux-mêmes achètent des marchandises que nous avons peut-être produites. Nous sommes dans l'incongruité de notre fonctionnement moderne, qui s'avère sur ce point être en opposition, nous le verrons dans le chapitre deux, avec les valeurs de la Bible et de l'Eglise.

Difficile donc de trouver un sens au travail pour un jeune travailleur idéaliste si pour lui, le travail ne représente qu'un échange purement comptable et qui plus est, paradoxal. Isabelle Ferreras<sup>16</sup> a d'ailleurs mis à jour ce paradoxe à travers l'un de ses

---

<sup>14</sup> SARTRE, Jean-Paul, *L'existentialisme est un humanisme*, Nagel, Paris, 1970, p. 31.

<sup>15</sup> GORZ, André, *Métamorphose du travail. Quête du sens. Critique de la raison économique*, Galilée, 1988, p. 171.

<sup>16</sup> cf. FERRERAS, Isabelle, *Gouverner le capitalisme*, Paris : PUF, 2012.

ouvrages, en démontrant l'incompatibilité de notre pensée démocratique avec le capitalisme. La seule motivation d'un travailleur ne serait-elle pas alors de subvenir à ses besoins alimentaires ? Mais encore une fois, d'une façon à ce point détournée par le capitalisme, que la finalité pourrait lui échapper. Voué à accomplir sa tâche de façon plus ou moins répétitive, tout travailleur a aujourd'hui pour vocation de produire de la richesse, en échange d'un salaire, permettant alors de consommer d'autres richesses, qu'elles soient d'ordres alimentaire, vestimentaire ou urbanistique. Il est aujourd'hui difficile d'échapper au capitalisme, ancré profondément dans nos habitudes de vie.

Et bien que le capitalisme taylorien tende à disparaître<sup>17</sup>, la domination de la pensée n'en démord pas, elle se transforme juste. Nombre d'individus au travail aujourd'hui ne visent plus que la maximisation de leurs biens. Le rendement prime toujours, mais de manière plus individualisée. Alain Supiot nous dit :

L'entreprise de type « fordiste » se présentait comme une structure intégrée et hiérarchisée, pourvoyeuse de sécurité économique pour ses salariés. A ce modèle, qui a dominé les Trente Glorieuses, la *Corporate governance* a substitué celui d'un réseau d'unités de créations de valeurs. Réseau informationnel donc, où chacun est mu par la maximisation de son propre intérêt<sup>18</sup>.

Nous avons donc toujours pour objectif de produire de la richesse, mais là où nous le faisons entre pairs, nous le faisons aujourd'hui seul, avec toutes les dérives individualistes que cela peut occasionner. Ne suffit-il pas de voir à quel point les mouvements ouvriers assistent aujourd'hui, impuissants, à leur propre déclin ?

Bien entendu, nous pourrions aborder la différence qu'il existe entre les différents secteurs d'activités, mais il n'y a finalement que peu de différences entre la récolte des matières premières et le service aux personnes si l'on considère que beaucoup de travailleurs ne sont motivés que par l'accumulation d'un capital suffisant, permettant de survivre dans nos sociétés occidentales. Le boulanger, sûrement content de produire du bon pain, n'est-il pas tout aussi content de le vendre à un bon prix pour lui-même ? Et pourtant, comme le souligne Dominique Méda<sup>19</sup>, le travail ne peut pas être ce seul échange entre une action et une rémunération. Nous travaillons aussi pour nous réaliser, nous intégrer et même pour certains, par convictions profondes. Nous ne sommes pas, heureusement, tous motivés par un libéralisme sans contrôle.

---

<sup>17</sup> Même s'il existe encore bon nombre d'entreprises basées sur un fonctionnement de type « Fordiste », et surtout dans le secteur secondaire, en ce qui concerne la transformation des matières premières.

<sup>18</sup> SUPIOT, Alain, *La Gouvernance par les nombres*, Fayard, 2012-2014, pp. 45-46.

<sup>19</sup> cf. MEDA, Dominique, *Le travail. Une valeur en voie de disparition*, Paris : Flammarion, 1998.

Il est vrai que ces dernières années, un renversement de l'idéologie capitaliste semble s'opérer à petite échelle un peu partout à travers le monde. Comme notamment les petits commerces locaux, favorisant les circuits courts plutôt que la consommation de masse à grande échelle. Et bien entendu, ces initiatives ne peuvent être qu'encourageantes afin de lutter contre ce que nous pourrions appeler « l'élite marchande » de notre monde. Mais encore faut-il que ces initiatives soient capables de contrebalancer les désastres occasionnés depuis de nombreuses années par le capitalisme à grande échelle. Nous tenons donc à poursuivre notre raisonnement en tentant de trouver un socle de valeurs capables de nous aider à percevoir plus d'égalité, de sens et de justice au travail. La Bible semble, pour ce faire, bien plus appropriée que de nombreux ouvrages<sup>20</sup> réalisés avec l'intention d'aider les travailleurs à se réaliser pleinement au sein des entreprises capitalistes.

---

<sup>20</sup> Nous pensons ici au nombreux écrits abordant la question du management en entreprise, apparus après les années cinquante, et qui avaient finalement pour objectif, de façon masquée, d'augmenter toujours plus le rendement des travailleurs (en parlant de motivation, de bonus, d'efficacité, de travail d'équipe, etc.).

## 2. Le regard de la Bible sur le travail

« Pendant six jours tu travailleras et tu feras tout ton ouvrage [...] » (Ex 20,9)

L'évocation des mots « travail, travaillé, travailleur » apparaît à de nombreuses reprises dans la Bible, signes certains de la place importante que prend le travail dans les Saintes Ecritures. Mais il faut comprendre ce mot « travail » dans son aspect d'humanisation. Ainsi, Jean-Paul II distingue le travail objectif du travail subjectif<sup>21</sup>. Nous dominons la terre par notre technique, sans cesse en évolution. C'est elle qui nous permet de subvenir à nos besoins primaires via l'agriculture, l'élevage, la transformation des matières premières, etc. Il s'agit là du travail objectif : notre domination sur la nature grâce à la technique. Sans entrer dans les détails, il va même jusqu'à aborder la question du travail humain dépossédé de sa substance, dépossédé de sa nature première, l'humain<sup>22</sup>, et ce, encore une fois, grâce ou à cause de la technique. En poursuivant vers le travail subjectif, Jean-Paul II soulève donc un point essentiel : « Il n'y a en effet aucun doute que le travail humain a une valeur éthique qui, sans moyen terme, reste directement liée au fait que celui qui l'exécute est une personne, un sujet conscient et libre, c'est-à-dire un sujet qui décide de lui-même<sup>23</sup>. » Ainsi se définit donc la doctrine chrétienne sur le travail humain. Or, comment considérer le travail avec pour sujet, l'homme quand aujourd'hui le sujet semble être devenu la ressource ? Est-ce toujours bien l'homme qui soumet la nature ? N'est-il pas plutôt soumis à la nature financière de notre monde ? La technique n'aurait-elle pas inversé les rôles ? La domination de l'homme financier sur le travailleur ?

« Le travail est l'outil essentiel d'une vie heureuse, horizon de toute sagesse<sup>24</sup>. »

Mais là nous vient l'envie de clarifier ce que représente le travail humain pour l'Eglise, aux moyens d'auteurs comme le Pape Jean-Paul II, mais surtout au travers de la Bible. Qu'est-ce que le travail ? Travailler est avant tout pour l'Homme une nécessité, un besoin inaliénable afin d'assurer sa propre subsistance. L'Homme, finalement, c'est le travail. D'après Asurmendi<sup>25</sup>, qui se base donc sur l'Ancien Testament, nous ne pouvons pas les dissocier. Le véritable travail devient donc notre salut aux yeux de notre propre survie, tant organique que psychologique. Notre bien-être découle de notre travail, de notre dur labeur. « Alors Yahvé Dieu modela l'homme avec la glaise du sol, il insuffla dans ses narines une haleine de vie et l'homme devint un être vivant. » (Gen 2,7) Les débuts de la Genèse nous

---

<sup>21</sup> JEAN-PAUL II, *op.cit.*, pp. 21-24.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> *Ibid.* p. 23.

<sup>24</sup> ASURMENDI, Jesús, « Six jours tu travailleras », *Transversalités*, 120, 2011, p. 21.

<sup>25</sup> *Ibid.* p. 11-13.

montrent déjà ce qui devient révélateur de notre besoin d'être au monde par le travail du sol. Nous sommes faits de terre et d'air et vivons donc de terre et d'air. Alors pourquoi cette souffrance ? Nous avons envie, tant les récits bibliques sont riches en enseignements, de lier l'un d'entre eux avec nos expériences humaines et contemporaines. Dans la Genèse, nous pouvons voir que le travail ne devient souffrance qu'à partir du moment où Adam goûte au fruit défendu, avec les malédictions qui s'en suivent<sup>26</sup>. « Tu peux manger de tous les arbres du jardin. Mais de l'arbre de la connaissance du bien et du mal tu ne mangeras pas, car, le jour où tu en mangeras, tu deviendras passible de mort. » (Gen 2,16)

Ainsi sommes-nous donc devenu mortels et condamnés à la souffrance éternelle du besoin, mais aussi et surtout de l'envie. De quelle folie a donc été prise la femme, non-nommée à ce stade de la Genèse, de toucher ainsi au fruit défendu, écoutant un pauvre serpent, tentant par la même occasion Adam ? « [...] maudit soit le sol à cause de toi ! A force de peines tu en tireras subsistance tous les jours de ta vie. » (Gen 3,17) Peu importe le crédit que l'on donne à ce récit biblique, il nous amène à un point crucial de notre raisonnement. Ne serions-nous pas tous aujourd'hui responsables de notre propre souffrance au travail ? L'envie, provoquée directement par l'argent, n'est-elle pas devenue notre muse, notre seule raison de travailler ? Nous travaillons pour l'envie et non plus pour le besoin. Le travail est devenu ce seul prétexte à la luxure. Car oui, pour bénéficier des miracles du libéralisme économique, nous devons travailler. Et ce travail n'est pas ce à quoi la Bible fait allusion car non seulement, le travail de la terre devient de plus en plus rare, mais en plus, nous ne travaillons plus pour nous-mêmes mais bien pour autrui. Un autrui que nous ne pouvons même pas nommer tant il peut être obscur, lointain et flou. Notre envie de richesse, ce fruit défendu par Dieu, permise par notre société capitaliste, nous pousse chaque jour vers une souffrance à ce point avancée que nous en avons fait notre quotidien, notre façon de vivre. Il est aisé, aujourd'hui, de constater à quel point beaucoup de travailleurs ne savent pas décrire leurs fonctions au sein d'une entreprise. A la question : « Pourquoi travaillez-vous ? », nous répondrions comme la probable majorité des travailleurs insérés dans notre société : « pour vivre ». « S'il se demande pour travailler, il trouve plus de réponses qu'il ne faut : il travaille pour vivre, il travaille pour produire tel bien ou tel service, il produit pour assurer la croissance du capital d'un investisseur ; ou encore, il travaille pour ne pas être parasite, pour prendre sa place normale

---

<sup>26</sup> ASURMENDI, Jesús, *op.cit.*, p. 12.

dans le jeu social<sup>27</sup>. » Nous travaillons également pour nous divertir. Et pourquoi nous divertissons-nous ? Peut-être pour oublier à quel point nous souffrons au travail. Nous souffrons de la domination du capital, nous souffrons du non-sens de nos activités et nous souffrons encore bien plus de nos dilemmes éthiques, de nos sacrifices quotidiens. Il suffit de faire attention aux nombres de psychopathologies liées au travail et au besoin croissant pour les travailleurs d'avoir un temps « de vie », autre que le temps « d'emploi ». Il y a donc une intéressante réflexion qui découle des précédentes lignes : l'envie est devenue un besoin en soi. Au cours de l'histoire, nous avons probablement oublié l'essence même de notre survie afin de satisfaire ces envies primaires de richesses, de biens de consommation dont nous n'avons finalement que peu d'utilité et nous avons donc oublié l'importance du travail humain, en tant que nécessité vitale pour la vie.

Alors non seulement le travail ne correspond plus à la vision biblique, faisant de l'homme, le véritable propriétaire de son labeur<sup>28</sup>, mais en plus, la façon de parvenir à nos envies nous a conduit vers une exploitation démesurée tant de la terre que de l'homme. Et cela ne peut être toléré par la Bible, tout comme par l'Eglise. « Le travail entendu comme processus par lequel l'homme et le genre humain soumettent la terre ne correspond à ce concept fondamental de la Bible que lorsque, dans tout ce processus, l'homme se manifeste en même temps et se confirme comme celui qui domine<sup>29</sup>. » Ni Dieu ni tout autre homme ne peuvent ainsi se prévaloir de dominer qui que ce soit. Et je pense qu'il faut prendre avec mesure le fait même de dominer la nature. Les premiers récits bibliques n'envisageaient probablement pas la technique telle que nous l'avons développée. Cette réalité en revient à la nature même de nos travaux modernes, pouvant être considérés comme dénués de sens. L'essence même du capitalisme, c'est la domination des uns sur les autres, l'enrichissement de certains, accumulant un capital, contre le travail d'un grand nombre d'individus. Cette domination s'étend même jusqu'à la terre, devenue richesse à capitaliser. Mais selon le prophète Jérémie, Dieu dit : « [...] si vous n'opprimez pas l'étranger, l'orphelin et la veuve, si vous ne répandez pas le sang innocent en ce lieu [...]. » (Jr 7,6) Alors nous pourrions demeurer en ces lieux de paix que Dieu octroya à nos pères, tel est le message. Plus loin, avec le prophète Malachie : « Je m'approcherai de vous pour le jugement et je serai un témoin prompt contre les devins, les adultères et les parjures, contre ceux qui oppriment le salarié [...]. » (Ma 3,5) Les messages similaires sont légion

---

<sup>27</sup> FAES, Hubert, « Le sens du travail », *Transversalités*, 120, 2011, p. 32.

<sup>28</sup> cf. MARX, Karl, *Les manuscrits de 1844*, 1844.

<sup>29</sup> JEAN-PAUL II, *op.cit.*, p. 22.

dans les récits bibliques. Jamais l'oppression ni la domination ne sont tolérées sauf celle de Dieu. Mais encore là, libre à chacun d'interpréter la suprématie du Seigneur. N'ayant pas la prétention d'avoir la juste interprétation de la Bible, ni même une connaissance approfondie de celle-ci, il nous apparaît évident que la soumission, tant à Dieu qu'aux hommes dans l'expression de notre labeur, ne peut être une façon adéquate d'envisager l'épanouissement de nos vies. Pervertir notre essence même d'être au monde par le travail, celui par lequel nous assurons notre propre subsistance, a ainsi condamné l'humanité au voile obscur de l'entêtement ignorant. « Que sert donc à l'homme de gagner le monde entier, s'il se perd ou se ruine lui-même ? » (Lc 9,25)

Le capitalisme, en constante évolution depuis l'avènement des civilisations, a fortement amélioré nos conditions de vie. C'est en augmentant notre capital qu'on débloque ainsi notre possibilité d'acquérir plus de richesses techniques. Un confort de vie qui une fois acquit, s'abandonne très difficilement. Pourtant la Bible ne dit-elle pas que nous ne devons point convoiter ? Vivre selon des idéaux simples de partage, de don de soi, de solidarité et surtout, d'un travail simple empli de sens. Le sens juste d'un travail en adéquation avec nos besoins terrestres de vivre. « Vie du corps : un corps paisible ; mais l'envie est carie des os. » (Pr 14,30) Ou encore : « N'allez pas vous fier à la violence, vous essoufflant en rapines ; aux richesses quand elles s'accroissent n'attachez pas votre cœur. » (Ps 62,11)

Le capitalisme ne permet pas de vivre selon les enseignements de la Bible, les tentations étant beaucoup trop fortes. Le désir et le besoin d'envie plongent le travailleur à faire le sacrifice de lui-même, afin de satisfaire ce qu'Adam s'est vu contraint d'affronter au temps de la Genèse. Et là réside la véritable souffrance de notre labeur, celle d'avoir toujours plus d'envies. S'y ajoutant, la pénibilité de faire un travail que l'individu ne comprend pas pour un autre individu qu'il ne connaît pas, et tous s'inscrivent dans des rapports de force à l'échelle mondiale dont personne ne semble avoir le contrôle. Nous produisons ainsi quantité d'outils, de lieux de vie (et de villégiature), d'aliments et de tout type de matériel de confort sans que nous n'en ayons le besoin. Nous en sommes au point de la consommation de toutes choses comme le décrivait Hannah Arendt<sup>30</sup>. Cette surconsommation force tout homme au travail et ce, peu importe le travail. Que l'on parle du manager ou du travailleur d'usine à la chaîne, le travail humain tel que le préconise la Genèse tend, semble-t-il, à disparaître. Un travail de production juste, limité à soi, son

---

<sup>30</sup> cf. ARENDT, Hannah, *Condition de l'homme moderne*, 1958.

entourage et ses passagers. « Nul ne peut servir deux maîtres : [...] Vous ne pouvez servir Dieu et l'argent. » (Mt 6,24)

Bien entendu, nous n'en venons pas à dénigrer le travail intellectuel, ni même le travail de la créativité au profit du seul travail de la terre. Finalement, nous pourrions considérer tout travail comme réalisateur de notre condition d'être humain, chacun pouvant y voir une façon de s'épanouir. De cette façon, le véritable artiste, de par son expression, ne se réalise-t-il pas dans la vie ? Et le boulanger, dans sa façon de faire le pain, ne s'attache-t-il pas à transformer de la meilleure des façons le don de la terre ? Et le médecin, de par ses enseignements, n'est-il pas le sauveur des infortunés ? Le savant, n'est-il pas la lumière de l'humanité, adoucissant les sombres contours de la vie ? Tout travail mériterait qu'on y mette tout son cœur. Toute transformation de la matière implique une mise en avant de la vie de chaque artisan mais là où le cœur se corrompt, c'est dans la vente de cette même transformation<sup>31</sup>. Le principe est simple : dès qu'un individu comprend que son labeur lui rapporte de l'argent dans notre société, alors pourquoi ne pas produire plus ? Pour produire plus, pourquoi ne pas employer d'autres individus qui, eux-mêmes, comprennent quand en échangeant leur travail, ils gagnent de l'argent ? C'est la loi de l'offre et de la demande. Mais si demande il y a, l'offre s'accroît et la qualité décroît. Cette décroissance occulte le don de l'artisan. L'agriculture intensive correspond-elle au travail de la terre que Dieu propose à Adam ? Les managers en ressources humaines, motivés par le rendement et les objectifs chiffrables, correspondent-ils à l'Homme vertueux de la doctrine chrétienne ? Il semblerait que non. Ne devrions-nous pas plutôt considérer notre travail comme une participation à l'œuvre de Dieu ? « Dans les paroles de la révélation divine, on trouve très profondément inscrite cette vérité fondamentale que l'homme, créé à l'image de Dieu, participe par son travail à l'œuvre du Créateur [...]»<sup>32</sup>. » Non de la soumission de quoi que ce soit, mais bien dans le partage de nos savoirs et l'épanouissement de nos cœurs au travail. L'expression de notre individualité dans l'œuvre collective de la vie. Travailler la terre, le bois, les animaux, la pierre, etc. dans le respect de toute chose devient dès lors un « travail saint ». Quand la Bible parle de la domination de l'homme sur la terre, nous n'y voyons pas de la violence, mais seulement cette faculté que

---

<sup>31</sup> Ce qui nous pousse à être en désaccord avec André Gorz quand il différencie le travail du vendeur avec celui de l'homme de science ou de l'artiste. Dans nos sociétés capitalistes, pour qu'il y ait subsistance, un échange doit obligatoirement s'opérer, qu'il s'agisse d'un service ou d'une marchandise ou même encore d'une œuvre (artistique, intellectuelle, etc.). Cf. GORZ, André, *Métamorphose du travail. Quête du sens. Critique de la raison économique*, Galilée, 1988.

<sup>32</sup> JEAN-PAUL II, *op.cit.*, p. 93.

nous avons acquise de tirer du sol notre subsistance, notre vie. Le capitalisme a définitivement perturbé cette faculté, tant nous avons oublié l'essence même de notre labeur. Comment pourrions-nous y voir plus clair quant au sens à donner à nos activités ? Le sens du travail, sa juste place dans nos sociétés et l'éthique de la vie, finalement, qui en découle ?

### **3. L'éthique du travail**

Après tout, qu'est-il juste de faire ? Notre réflexion ci-dessus concernant le travail capitaliste, ce qu'il est, ce que la Bible propose et ce que nous aimerions voir émerger n'est finalement qu'une partie d'analyse sans les clés permettant de comprendre le sens du travail, ses valeurs, sa justice. Que dit finalement la Bible quant aux notions de justice et d'éthique ?

Ne vous inquiétez donc pas en disant : Qu'allons-nous manger ? Qu'allons-nous boire ? De quoi allons-nous nous vêtir ? Ce sont là toutes choses dont les païens sont en quête. Or votre Père Céleste sait que vous avez besoin de tout cela. Cherchez d'abord son royaume et sa justice, et tout cela vous sera donné par surcroît. Ne vous inquiétez donc pas du lendemain : demain s'inquiétera de lui-même. A chaque jour suffit sa peine. (Mt 6,31)

Et là apparaît une réflexion que l'on ne peut négliger. Ne désirons pas, n'accumulons pas et faisons de notre labeur une fin en soi. Alors seulement nous pourrions apercevoir la justice au travail. Voilà ce qui pourrait s'avérer juste, ne plus travailler en offrant sa force à autrui, ni pour des biens dont nous n'avons que faire, mais bien pour notre propre subsistance, pour notre propre épanouissement.

« Yahvé est juste, il aime la justice, les cœurs droits contempleront sa face. » (Ps 11,7) Mais qu'est-ce que la justice dans la Bible ? Et celui qui bénéficiera de cette justice, le juste, qu'est-il ? Dans nos réflexions, nous avons condamné cette forme abstraite du travail capitaliste, responsable de nos envies, corrompeur de notre véritable labeur. De plus, quand on réfléchit bien, il met en lumière de profondes injustices, de profondes inégalités. Dans un texte d'André Talbot, nous pouvons lire :

Si la perception du travail comme possible chemin d'humanisation, tant pour le monde que pour les personnes, est bien présente dans notre héritage culturel et ecclésial, nous retenons aussi que le travail peut être destructeur. [...] Les rapports sociaux liés au travail peuvent engendrer l'exclusion [...] mais aussi une exploitation d'autrui, parfois au mépris de sa dignité<sup>33</sup>.

Devrions-nous donc suivre notre conscience et refuser ces injustices ? Bien entendu, nous ne pouvons pas tous nous permettre le luxe de renoncer à un travail dans une entreprise à vocation purement financière et encore moins d'envisager la fin de tout travail, tant cela

---

<sup>33</sup> TALBOT, André, « Le travail en question. Paroles d'églises », *Transversalités*, 120, 2011, p. 67.

paraît impossible et surtout indésirable, comme vu lors du chapitre précédent<sup>34</sup>. Sans oublier que le bonheur des uns peut sans mal provoquer le malheur des autres<sup>35</sup>.

Pensons alors aux jeunes travailleurs, fraîchement diplômés qui, certes, voudraient respecter leurs valeurs mais qui, surtout, doivent penser à se nourrir, se loger et se vêtir. En attendant une révolution planétaire, qui peut-être ne viendra jamais, comment peuvent-ils percevoir le juste et l'injuste dans ce qu'ils font au travail ? Et surtout, quel sens y donner ? « La polarisation sur le travail ne serait-elle pas un signe parmi d'autres de l'emprise exacerbée du point de vue économique sur l'ensemble de la vie humaine<sup>36</sup> ? » Nous voilà à nouveau au cœur d'une vérité fondamentale. Ce n'est pas tant le travail qui pose problème mais bien la perversion dont il est victime avec notre économie libérée de toute raison. Les enseignements de la doctrine sociale de l'Eglise promeuvent l'accès aux richesses pour tous par le travail, tout en offrant une contribution à la société, mais à nouveau, l'accès au travail et donc à la contribution ne peut se voir de façon optimale dans une société capitaliste comme la nôtre. La concurrence des travailleurs concourt inévitablement au rejet de certaines catégories d'individus. Et c'est de cette manière qu'apparaît le rapport de force, tant au sein des entreprises qu'en dehors. Les bénéficiaires des assurances chômage ne sont-ils pas exclus de la société, en recevant des cotisations sociales pour lesquelles eux-mêmes ne cotisent plus, sans parler du fait qu'ils n'œuvrent plus ou presque au développement et à la croissance de notre économie libérale ? Peuvent-ils alors se considérer dans une démocratie, puisque tributaires des autres et non indépendants et libres de poser des choix<sup>37</sup> ? Alain Talbot parle de fécondité sociale<sup>38</sup>, en ne désignant plus la contribution à la société par le travail mais bien par tout un tas d'activités, et puisant directement dans les valeurs de l'Eglise chrétienne :

La référence à la notion de « fécondité sociale » permet d'intégrer positivement différentes formes d'activités qui bénéficient tant aux acteurs eux-mêmes qu'à la communauté humaine. [...] Ainsi, toute œuvre utile ne se trouve pas réduite au seul travail et encore moins au seul emploi. Cette notion permet aussi de mettre en valeur d'autres types d'organisation de l'activité que la seule entreprise classique<sup>39</sup>.

---

<sup>34</sup> Le travail reste un idéal d'accomplissement pour l'humanité. Nous sommes au monde par le travail. Nos productions laissent une trace de notre passage, que ça soit à l'échelle d'un individu ou de l'humanité tout entière.

<sup>35</sup> TALBOT, André, *op.cit.*, p. 68.

<sup>36</sup> *Ibid*, p. 70.

<sup>37</sup> cf. LASCH, Christopher, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Champs Essais, 2010.

<sup>38</sup> TALBOT, André, *op.cit.*, pp. 70-74.

<sup>39</sup> *Ibid*, pp. 72-73.

Tentons donc d'être au plus proche du travail humain en faisant valoir la solidarité qui nous unit. Il en va de notre responsabilité à tous pour ce qui « est »<sup>40</sup>. Promouvoir le travail bénévole, les actions désintéressées et tout ce qui pourrait s'apparenter aux bonnes intentions envers les humains et la planète nous paraît dès lors nullement dénué de sens.

Hubert Faes<sup>41</sup> aborde une idée qu'il nous plaît d'ajouter à la suite de ce travail, permettant de comprendre les vues de l'Eglise sur le sens et l'évolution du travail. « Dieu ou les dieux œuvrent (*operari*) mais ne travaillent pas (*laborare*). Le repos du septième jour est seulement la quiétude qui suit un mouvement, mais non le repos qui alterne avec la fatigue<sup>42</sup>. » Nous travaillons, nous n'œuvrons pas, puisque le moindre repos est bel et bien considéré comme une délivrance face à la punition qu'est le travail. Alors comment rattacher notre travail à celui de Dieu, quand nous transformons la matière, accomplissant par là notre essence même d'être au monde ? Les Chrétiens ont opéré un changement de vue, en transformant le négatif, la souffrance au travail en une chose positive. « [...] le labeur a pu de cette façon apparaître de plus en plus comme œuvre à accomplir. [...] On passe ainsi du travail subi à l'œuvre voulue<sup>43</sup> ». Cette idée renvoie aux écrits du Pape Jean-Paul II<sup>44</sup>, selon lesquels le travail permet ainsi un accès égalitaire aux richesses, favorisant des conditions de vie dignes pour tout un chacun et une lutte contre la pauvreté. Mais Hubert Faes termine en spécifiant que l'idéal chrétien n'est pas en passe d'être achevé, seulement en cours :

Le travail peut avoir du sens dans la mesure où il est humain. L'humanité du travail suppose sa libération. Celle-ci a commencé mais n'est pas achevée. Elle n'est pas dans son caractère productif ou créateur ; elle n'est pas dans les exploits techniques ni dans la grandeur des réalisations. Elle est dans le fait que les hommes sont libres de travailler non seulement au sens libres et en mesure de prendre un emploi, mais au sens d'être acteurs, et non seulement producteurs, avec et au milieu des autres, dans leur emploi. Cela suppose une démocratisation du travail. Pour parler et agir dans ce sens, les Chrétiens peuvent se référer au cœur même du message dont ils se réclament. L'essentiel de ce message n'est pas la Création, mais l'action du salut, le sacrifice du Christ venant sauver l'humanité<sup>45</sup>.

Écoutons alors notre conscience<sup>46</sup> et faisons de nous-mêmes, les véritables hérauts de la pensée chrétienne sur ce qui est juste ou non. Travailler à faire de l'argent ne nous semble

---

<sup>40</sup> cf. JONAS, Hans, *Le principe responsabilité*, Les éditions du Cerf, 1990.

<sup>41</sup> FAES, Hubert, *op.cit.*, pp. 34-37.

<sup>42</sup> *Ibid*, p. 35.

<sup>43</sup> *Ibid*, pp. 35-36.

<sup>44</sup> cf. JEAN-PAUL II, *Le travail humain*, Editions Cana : Paris, 1981.

<sup>45</sup> FAES, Hubert, *op.cit.*, pp. 36-37.

<sup>46</sup> THOMASSET, Alain, « Morale. Suffit-il d'obéir à sa conscience pour bien décider ? », *Esprit et Vie*, 159, 2006, pp. 1-11.

pas être une voie noble et bonne, et la souffrance au travail en est une preuve non négligeable.

Causer ainsi une telle colère au sein des hommes ainsi qu'envers la Terre ne peut pas correspondre à ce que nous dictent nos consciences. Et bien que celles-ci soient uniques à chaque individu, comme le dit Alain Thomasset, elles se doivent d'être éduquées. « Ma conscience est ce lieu où l'homme entend l'injonction de faire le bien et d'éviter le mal<sup>47</sup> », de faire ce qui est juste pour l'humanité, les êtres vivants qui nous entourent et la planète qui nous abrite. Le travail tel qu'on le vit aujourd'hui ne cause quasiment plus que des torts que bon nombre d'individus dénoncent déjà comme irréparables. Notre entêtement à poursuivre sur la voie du capital correspond à cet aveuglement qui nous pousse toujours un peu plus dans le péché<sup>48</sup>.

Nous ne voyons pas le mal que nous causons à l'ensemble des sujets énumérés ci-dessus. Le travail, certainement, nous permet de vivre dans des conditions dignes<sup>49</sup> mais à quel prix ? Nous négligeons notre conscience pour aboutir à nos objectifs et voilà pourquoi les hommes les plus puissants de cette planète sont bien souvent et malheureusement des individus ayant « écrasé » toute dignité personnelle. Restructuration d'entreprises, escroquerie, corruption, vol, meurtres, etc. Les agissements de quelques-uns entraînent l'humanité entière dans une spirale infernale et les qualificatifs ne manquent pas. Telles sont les règles du capitalisme. Ainsi pourrions-nous dire que les asservis du capital, « les petites gens », le peuple, sont ceux qui, finalement, entendent encore le mieux les voix de leur conscience. Et malgré tout, la résistance face au pouvoir de l'argent et de la quantité semble parfois bien ténue, en témoignent les récents faits médiatiques comme les gilets jaunes, les marches pour les climats et plus généralement les contestations syndicales, qui sont peu, voire pas du tout écoutées aux niveaux politique et économique. Les dystopies<sup>50</sup> imaginées par des auteurs comme Zamiatine, Huxley ou encore Orwell, qui sont des sociétés structurées sur base de règles totalitaires, froides et quantifiables telles une marche militaire parfaitement ordonnée, ne deviennent-elles pas un peu plus nos réalités ? Allons-nous vivre comme des numéros décérébrés, voués au « Dieu Capital » ?

---

<sup>47</sup> THOMASSET, Alain, *op.cit.*, p. 4.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>49</sup> Mais encore une fois, cette vérité n'en est pas une, dans la mesure où l'accès au travail et donc aux richesses, se fait de manière tout à fait inégalitaire au sein de nos sociétés.

<sup>50</sup> Dystopie : Société imaginaire régie par un pouvoir totalitaire ou une idéologie néfaste, telle que la conçoit un auteur donné, Larousse, 2005.

L'espoir est mince, même si les gestes collectifs et quotidiens<sup>51</sup> tendent à combattre l'ordre mondial établi. C'est pourquoi l'Eglise chrétienne nous semble être un socle solide de valeurs, de par sa longue histoire et ses nombreux enseignements, nous permettant à tous de désobéir aux lois du capitalisme et donc d'obéir aux lois de notre conscience. Notre humanité, en ce qu'elle a de plus beau et simple.

La conscience s'éclaire par la rationalité mais aussi par la lumière de la révélation faite en Jésus-Christ qui montre ce qu'est l'homme véritable. Cette volonté de Jésus n'est pas disponible directement mais par l'expérience chrétienne assistée de l'Esprit Saint et par la médiation de l'Écriture lue dans la grande Tradition de l'Eglise et en communion avec le magistère<sup>52</sup>.

Ne soyons pas pour autant enclin aux dérives liées au fanatisme religieux mais il nous semble évident que les travailleurs sont capables de comprendre qu'une production démesurée telle que nous la connaissons aujourd'hui ne peut produire que des catastrophes, tant humaines qu'environnementales. L'actualité récente illustre une fois de plus ces propos et insiste pour une prise de conscience collective urgente. Rien que cela suffirait déjà à amorcer des démarches vers un renouveau dans le monde du travail, permettant également, avec les outils adéquats<sup>53</sup>, de lutter contre les dilemmes auxquels font face les travailleurs.

---

<sup>51</sup> Nous pensons à nouveau aux circuits courts, aux initiatives locales et, de manière générale, aux choses simples de la vie.

<sup>52</sup> THOMASSET, Alain, *op.cit.*, p. 7.

<sup>53</sup> cf. De NANTEUIL, Matthieu, *Rendre justice au travail*, Paris : PUF, 2016.

## Conclusion

Nos sociétés se complexifient de jour en jour et le travail n'échappe pas à cette règle. Cette complexification liée au capitalisme a sans conteste envahi nos vies et nos façons d'aborder toutes choses qui nous concernent. Tant nos rapports aux autres que nos rapports avec la matière en sont bouleversés. Nous ne vivons plus, nous exploitons. Et le travail n'est aujourd'hui plus qu'un outil destiné à y parvenir. La vie par le travail diminue radicalement, laissant la place à la souffrance et à un sentiment d'obéissance pour ce système que nous ne parvenons pas encore à remettre en question. Nous ne pouvons plus réellement nous considérer en démocratie quand nous ne sommes plus capables de subvenir nous-mêmes à nos propres besoins<sup>54</sup>. La dépendance aux systèmes crée la rupture avec notre façon d'être au monde par le travail, comme nous l'avons vu tout au long du présent paper.

Malgré ces états de fait, des valeurs existent et même resurgissent de notre histoire. L'Eglise chrétienne en est une inspiration qui nous semble la plus appropriée dans sa proposition de voir le monde, les humains et le travail qui nous animent. « Nous ne nous sommes fait donner par personne le pain que nous mangions, mais de nuit comme de jour nous étions au travail, dans le labeur et la fatigue, pour n'être à la charge d'aucun de vous. » (Th 3,8) Jean-Paul II nous rappelle encore les enseignements de la Bible : « Ils sont un complément important au grand, bien que discret, évangile du travail que nous trouvons dans la vie du Christ et dans ses paraboles [...]»<sup>55</sup>. Notre volonté n'est pas de promouvoir les valeurs de l'Eglise chrétienne comme unique et seul message valable envers l'humanité, mais plutôt d'essayer d'en tirer des enseignements capables de répondre aux nombreuses questions que posent les injustices du monde du travail régi dans nos sociétés par un capitalisme parfois immoral. L'amour des autres, du sol et des choses simples qui nous sont utiles dans la vie deviennent dès lors des éléments pour lesquels il peut être agréable de se lever le matin. Ne plus perdre son énergie aux choses futiles, comme vouloir acquérir toutes les nouveautés dont l'humanité est capable permettrait, il nous semble, d'envisager le travail à nouveau comme une fin en soi et comme une nécessité essentielle à notre épanouissement.

Bien entendu, vivre au plus proche de la nature et des gens représente un défi, voire même une révolution, pour les hommes que nous sommes. Une souffrance certaine

---

<sup>54</sup> cf. LASCH, Christopher, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Champs Essais, 2010.

<sup>55</sup> JEAN-PAUL II, *op.cit.*, p. 100.

également : « Dans le travail de l'homme, le chrétien retrouve une petite part de la croix du Christ et l'accepte dans l'esprit de rédemption avec lequel le Christ a accepté sa croix pour nous<sup>56</sup>. » Toute révolution implique des sacrifices, et notamment sur le confort de vie non-négligeable qu'a permis le capitalisme. Et ces révolutions ne sont jamais définitives mais bien cycliques<sup>57</sup>. Elles doivent se reproduire encore et encore afin de ne jamais tomber dans les travers d'une habitude aveugle jusqu'à l'irraison. Elles permettent également de faire fi du passé pour réinventer le futur en connaissance de cause, mais sans pour autant oublier les valeurs centrales de notre humanité.

Les leçons de l'histoire de l'Eglise chrétienne sont certes multiples et parfois obscures<sup>58</sup>, mais ne se calquent-elles pas pour autant sur l'histoire des hommes ? Une histoire riche qui nous permet, il nous semble, un positionnement qui chaque année s'étoffe encore un peu plus. Ne sommes-nous pas tous des privilégiés par rapport à nos ancêtres en ce qui concerne le savoir ? Tout comme nous sommes certainement à plaindre face aux générations futures pour qui le monde sera, on l'espère, un peu plus vieux et un peu plus sage.

Le travail n'est pas négligeable et ne doit surtout pas le devenir. Puisse-t-il être ce qu'en dit la Bible. Puisse-t-il être souffrance et vérité pour tout homme. Puisse-t-il être notre raison de vivre. Puisse-t-il être notre façon à nous d'être au monde. Et puisse-t-il finalement rompre avec cette logique qui l'anime depuis l'avènement du capitalisme mondialisé. N'est-il pas temps d'en revenir au labeur sacré, par la force qui nous a été donnée par Dieu et par les leçons de Jésus Christ ?

Voici donc la règle de l'activité humaine : qu'elle serve au bien authentique de l'humanité, conformément au dessein et à la volonté de Dieu, et qu'elle permette à l'homme, considéré comme individu ou comme membre de la société, de développer et de réaliser sa vocation dans toute sa plénitude. [...] L'homme vaut plus par ce qu'il est que par ce qu'il a. De même, tout ce que font les hommes pour faire régner plus de justice, une fraternité plus étendue, un ordre plus humain dans les rapports sociaux, dépasse en valeur les progrès techniques<sup>59</sup>.

Ainsi pouvons-nous espérer une plus grande justice au sein du monde du travail ainsi qu'une justice sociale en adéquation avec les valeurs chrétiennes. Elles semblent effectivement capables d'apporter les clés nécessaires aux questionnements que peuvent se poser de jeunes travailleurs, en rappelant ce qui a de l'importance et ce qui n'en a pas.

---

<sup>56</sup> JEAN-PAUL II, *op.cit.*, p. 104.

<sup>57</sup> cf. MARX Karl, *Manifeste du parti communiste*, 1848.

<sup>58</sup> Nous pensons à l'inquisition, à certaines valeurs jugées rétrogrades (l'homosexualité, l'avortement, l'euthanasie etc.), aux Saintes croisades, etc.

<sup>59</sup> JEAN-PAUL II, *op.cit.*, p. 101.

## Bibliographie

- ARENDT, Hannah, *Condition de l'homme moderne*, 1958.
- ASURMENDI, Jesús, « Six jours tu travailleras », *Transversalités*, 120, 2011.
- *Concordance des Saintes écritures*, Société biblique auxiliaire du canton de Vaud, 1965.
- DE NANTEUIL, Matthieu, *Rendre justice au travail*, Paris : PUF, 2016.
- FAES, Hubert, « Le sens du travail », *Transversalités*, 120, 2011.
- FERRERAS, Isabelle, *Gouverner le capitalisme*, Paris : PUF, 2012.
- GORZ, André, *Métamorphose du travail. Quête du sens. Critique de la raison économique*, Galilée, 1988.
- JEAN-PAUL II, *Le travail humain*, Editions Cana : Paris, 1981.
- JONAS, Hans, *Le principe responsabilité*, Les éditions du Cerf, 1990.
- *La Bible de Jérusalem*, Les éditions du Cerf : Paris, 1973.
- LASCH, Christopher, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Champs Essais, 2010.
- MARX Karl, *Manifeste du parti communiste*, 1848.
- MARX, Karl, *Les manuscrits de 1844*, 1844.
- MEDA, Dominique, *Le travail. Une valeur en voie de disparition*, Paris : Flammarion, 1998.
- SARTRE, Jean-Paul, *L'existentialisme est un humanisme*, Nagel, Paris, 1970.
- SMITH, Adam, *La richesse des nations*, éditions Flammarion : Paris, 1991.
- SUPIOT, Alain, *La Gouvernance par les nombres*, Fayard, 2012-2014.
- TALBOT, André, « Le travail en question. Paroles d'églises », *Transversalités*, 120, 2011.
- THOMASSET, Alain, « Morale. Suffit-il d'obéir à sa conscience pour bien décider ? », *Esprit et Vie*, 159, 2006.



# PAPER 2

## La justice au travail en milieu hospitalier

*Promoteur : Professeur Matthieu de Nanteuil*

2018-2019

Louis Roucourt  
Master 60 en sciences du travail

---



## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	1
Les acteurs du monde hospitalier.....	2
Les raisons .....	3
<b>1. Le contexte</b> .....	5
a) Notre société contemporaine .....	5
b) Les hôpitaux en régime capitaliste .....	7
c) Et la justice sociale ? .....	8
<b>2. Les dilemmes éthiques</b> .....	10
a) Quelles conséquences quand on parle de rentabilité ? .....	10
b) La non-reconnaissance, une injustice sous la forme du mépris.....	12
<b>3. Les modèles de justice</b> .....	14
a) L'éthique du compromis : Tentative de réponse aux problèmes que pose la demande de rentabilité .....	14
b) L'éthique de la reconnaissance : Reconnaître la subjectivité.....	16
<b>Conclusion</b> .....	18
<b>Bibliographie</b> .....	20

---

## Introduction

Le monde du travail est aujourd'hui un lieu où l'individu vit, se socialise, produit, souffre, grandit et expérimente tous les éléments constitutifs de nos existences modernes. Il transpose le modèle de nos vies en sociétés démocratiques vers des structures plus petites où il semble parfois régner comme un air d'autoritarisme, tant l'économie a transformé nos vies. Il est dès lors intéressant de plonger au cœur du travail afin d'y déceler les sentiments d'injustice, les incompréhensions et les souffrances vécues par les travailleurs, ayant pour causes des mécanismes bien connus des « intellectuels » ayant tourné leurs recherches vers le travail, comme la division du travail, les rapports de force, les inégalités salariales, le manque de reconnaissance, etc.

Que se passe-t-il lorsqu'un individu quitte son foyer pour se rendre sur son lieu de travail ? Quelles expériences fait-il de sa subordination pour subvenir à ses besoins ? Comment vit-il sa soumission à ce mot « travail », qui paraît englober l'entièreté de la planète dans sa façon de fonctionner, en instituant l'économie, la production et les richesses qui en découlent ? Ayant abordé une réflexion à orientation macro dans le « paper » ayant pour thème la justice du travail à travers le regard des sciences religieuses, nous aimerions ici nous concentrer sur l'expérience du travail dans une perspective micro, c'est-à-dire dirigée vers un lieu précis où s'exprime le travail.

Le cadre de notre recherche va ici se préciser à l'aide d'un milieu du travail bien spécifique, qu'est celui du monde hospitalier. Premièrement parce qu'il s'agit de mon cadre de travail, où j'évolue comme assistant social. Deuxièmement parce que c'est un univers où de nombreuses fonctions se côtoient, aussi diverses les unes par rapport aux autres. Et troisièmement parce que la hiérarchisation y est très forte. Ces trois points nous amènent à nous poser la question suivante : « *Comment comprendre le travail social et infirmier en milieu hospitalier en tenant compte des contraintes institutionnelles et économiques, qui génèrent des dilemmes éthiques parfois difficilement vivables pour les travailleurs ?* » Quel lieu, sinon celui de l'hôpital, pour expérimenter au mieux les dilemmes auxquels les travailleurs sont confrontés ?

L'hôpital a pour vocation de soigner les patients porteurs de maux très variés, mais qu'en est-il de ceux qui soignent ? Nous allons tenter, à travers ce travail, d'éclaircir les dilemmes que peuvent vivre deux catégories d'acteurs du monde hospitalier, à savoir les infirmiers et les assistants sociaux. Bien que le premier métier soit un des incontournables,

inclure les assistants sociaux permettra d'approfondir une fonction finalement proche des notions de justice, comme nous le verrons dans les chapitres deux et trois.

L'hôpital est donc ce lieu où se présentent des usagers aux caractéristiques très diverses, qu'ils soient jeunes, âgés, pauvres, riches, en bonne santé ou en fin de vie. L'hôpital accueille une grande partie de la population. Notre sécurité sociale belge permet ainsi à tout individu présent sur le territoire belge, dans les écrits<sup>60</sup>, de bénéficier de soins. Bien entendu, nous devons déjà nous montrer prudent quant à cette affirmation, tant la réalité est bien souvent contraire, mais nous y reviendrons dans le chapitre un. Les patients viennent à l'hôpital pour se faire soigner mais ce ne sont pas tant les pathologies qui poseront les bases de ma réflexion, mais bien le contexte actuel dans lequel évolue le milieu hospitalier, celui d'une rationalisation de l'offre de soins inhérente à notre mode de vie capitaliste. Ce cadre, nous le verrons dans le chapitre 2, est bel et bien source de dilemmes pour le personnel soignant et à l'origine de nombreuses souffrances au travail. Entre le besoin et l'envie d'occuper un rôle d'utilité sociale et les exigences économiques propres au capitalisme financier, il est parfois difficile de distinguer le juste de l'injuste.

### Les acteurs du monde hospitalier

Viennent tout d'abord les infirmiers, acteurs clés d'un hôpital. Sans eux, les soins aux patients n'existeraient pas. Les infirmiers sont les exécutants, sous la directive des ordres médicaux. Bien évidemment, ils sont également détenteurs d'un savoir médical pointu leur permettant de comprendre les médecins ainsi que les réactions des patients mais leur fonction n'a pas pour vocation de prendre des décisions. Ils peuvent toutefois émettre des propositions et sont une précieuse source de renseignements pour les médecins tant ils travaillent jour et nuit avec les patients. Le rôle des infirmiers est depuis quelques années au cœur d'un débat fort médiatisé quant à la non-reconnaissance dont ils sont victimes. De la pénibilité du métier en passant par l'ingratitude de certains médecins et patients, la fonction sera pour moi riche en réflexions sur le sujet qui m'intéresse ici. Le rythme de travail pose également problème en ce qui les concerne, tant la charge augmente, sans pour autant observer une revalorisation de la fonction. Les infirmiers se doivent au quotidien de faire plus avec moins.

Ensuite, les assistants sociaux. Nous aurions bien entendu pu choisir un tas d'autres fonctions propres au milieu hospitalier comme les gestionnaires des ressources humaines,

---

<sup>60</sup> cf. Article 23 de la Constitution belge et la loi organique des CPAS du 08/07/1976.

ayant des enjeux très spécifiques, ou encore les kinésithérapeutes, les médecins, les diététiciens, les psychologues, etc. Tous mériteraient de faire partie d'une réflexion. Mais de par la position qu'occupe l'assistant social au sein d'un hôpital, un regard nouveau pourrait s'avérer utile, d'autant qu'il s'agit d'un rôle important pour le bien-être des patients. Certes, un assistant social n'a pas pour prérogative de sauver des vies, mais la santé d'un patient ne peut s'aborder sur sa stricte composition biologique. Dans nos sociétés démocratiques à dominance sociale<sup>61</sup>, le bien-être de ses usagers découle de bon nombre de facteurs. L'assistant social est donc un spécialiste, à sa façon, de la sécurité sociale (en l'occurrence belge dans notre cas) et a pour mission principale d'organiser la sortie des patients du milieu hospitalier dans les meilleures conditions possibles. Il est alors en relation directe avec les patients, les médecins, les infirmiers, le personnel administratifs, etc. Et bien que pouvant éprouver les mêmes problèmes que le personnel infirmier, comme la non-reconnaissance, le mépris du corps médical ou encore le stress provoqué par la charge de travail, la véritable problématique provient probablement de l'ambiguïté à fournir un travail social de qualité dans un milieu où priment de plus en plus des notions telles que la rentabilité, la performance et l'individualisation.

Ces deux catégories d'acteurs sont susceptibles d'éprouver des dilemmes moraux dans le cadre de leur travail. Pour cette réflexion, nous avons décidé d'en retenir deux, sur base des dilemmes éthiques identifiés par le Professeur de Nanteuil<sup>62</sup>, à savoir le dilemme du compromis et le dilemme de la reconnaissance. Bien que n'ayant pas encore fait mention de la Direction d'un hôpital, celle-ci fera également partie du présent travail, au même titre que les instances politiques. A la fois lointains et diffus, ces organes sont le cœur décisionnaire de nos pratiques professionnelles. Ils jouent ainsi les contraintes institutionnelles, économiques et parfois même morales<sup>63</sup> auxquelles font face les travailleurs. Ils ne représentent pas un acteur à proprement parler, mais sont omniprésents dans toutes les actions entreprises, que cela soit par les infirmiers ou les assistants sociaux.

### Les raisons

Sur la première page, nous abordons les raisons d'un tel sujet. La relation de travail entre les professionnels de la santé sera sans nul doute au cœur de notre réflexion, faute à une hiérarchisation très forte et à des contraintes économiques toujours plus strictes. S'y

---

<sup>61</sup> Nous aborderons dans le chapitre un le problème du capitalisme de nos sociétés contemporaines, provoquant une tension entre Etats sociaux et intérêts financiers.

<sup>62</sup> De NANTEUIL, Matthieu, *Rendre justice au travail*, Paris : PUF, 2016.

<sup>63</sup> Le fait d'être dans un hôpital catholique, privé, public, etc. influence grandement les soins et les décisions envers les patients (euthanasie, chambres privées, certaines opérations, etc.).

ajoute donc la multidisciplinarité des professions et nous obtenons un lieu à la fois riche en enseignements et en utilité sociale, mais également profondément injuste et inégalitaire. Manque de reconnaissance, culture du compromis préoccupante, violences institutionnelles, etc. seront des éléments qui, comme nous le verrons lors du chapitre 2, porteront la réflexion tout au long de ce travail.

Ayant délimité le cadre et les acteurs s’y afférant, nous allons, dans le chapitre suivant, réfléchir sur la valeur du travail et la place qu’il occupe aujourd’hui dans nos sociétés. Ce chapitre aura pour objectif de brièvement contextualiser le travail infirmier et social dans un monde où l’économie prend de plus en plus de place. Certaines contraintes y seront donc déjà détaillées. Viendront ensuite les deux chapitres, cœur même de notre réflexion, sur les dilemmes éthiques évoqués ci-dessus et les modèles de justice pouvant y répondre. Nous tenterons, à l’aide d’illustrations, de comprendre ce qui pose problème pour nos deux catégories d’acteurs identifiés, dans un milieu hospitalier aux contraintes financières pesantes, tout en essayant de trouver des pistes de résolution à travers les modèles de justice du compromis et de la reconnaissance. Nous conclurons en reprenant les éléments clés qui ont jalonné nos réflexions, tout en tentant de proposer des pistes de résolutions aux travailleurs pouvant vivre de tels dilemmes qui sont, par définition, des tensions entre des valeurs antagonistes mais pouvant avoir des légitimités équivalentes<sup>64</sup>.

Pour ce faire, nos recherches s’appuieront sur des auteurs tels que Matthieu De Nanteuil, Axel Honneth, Laurent Taskin, Luc Boltanski et Laurent Thévenot, John Rawls et bien d’autres encore. Loin de créer une problématique à travers la sociologie du travail, nous allons plutôt transposer les études des auteurs ci-dessus au milieu hospitalier, qui n’est certes pas non plus un domaine dénué de problématiques étudiées, mais qui finalement ne pose que très rarement l’expérience des travailleurs au cœur des démarches de réflexivité. Ce travail aura donc pour vocation de recentrer la notion de justice à travers l’expérience du travail que font les infirmiers et les assistants sociaux d’un hôpital. Nous espérons ainsi pouvoir apporter les clés nécessaires auxdits travailleurs pour tenter de nommer et d’identifier les injustices vécues et, éventuellement, d’y répondre.

---

<sup>64</sup> De NANTEUIL, Matthieu, *op.cit.*, p. 168.

## 1. Le contexte

### a) Notre société contemporaine

Pourquoi est-ce que nous travaillons ? La question, aussi simple qu'elle puisse paraître, implique de nombreux facteurs. Nous travaillons pour gagner de l'argent afin de vivre, de nous loger, de nous nourrir, etc. Mais outre l'aspect purement financier du travail, quel sens donnons-nous à nos actions ? Et si le travail n'était considéré que comme un échange de main d'œuvre contre de l'argent ? Certes, telle est parfois notre réalité<sup>65</sup> et il n'est pas difficile de comprendre qu'il s'agirait là du type idéal d'une société capitaliste parfaite. En me basant sur les travaux d'Isabelle Ferreras<sup>66</sup>, nous nous sommes intéressé à la société des services, dont les hôpitaux font partie : « De manière classique, la théorie libérale voit le travail comme un facteur de production parmi d'autres, à côté du capital et des matières premières. Et de calquer le rapport au travail sur le rapport à l'investissement : purement instrumental<sup>67</sup>. » Mais elle nuance, car pour bon nombre de personnes, le travail est d'une grande importance et donc pas seulement ce lieu où l'on échange sa force de travail contre de l'argent. Et cette centralité recèle l'expérience politique dont elle veut nous démontrer l'importance<sup>68</sup>. Ainsi, dans le secteur des services intégré à nos fonctionnements démocratiques, les travailleurs peuvent faire face au paradoxe suivant : « Servir » des clients selon des normes privées et ce parce que la fonction l'exige, faisant d'un hôpital, par exemple, ce lieu extérieur et parfois injuste du cadre public régi par des lois. Comme si subitement, une fois arrivées au travail, nos catégories d'acteurs mettaient de côté leurs prétentions à prétendre à une plus grande justice sociale.

On comprend donc que le travail, dans nos sociétés démocratiques, est en opposition, voire en contradiction avec le capitalisme financier. Matthieu de Nanteuil va jusque à signifier une crise de nos Etats sociaux : « [...] Face au capitalisme financiarisé et globalisé, les Etats sociaux sont entrés dans une crise dont ils ne sortiront pas indemnes, sauf à repenser complètement les pratiques de la solidarité dans la société, ainsi que les institutions qui les guident<sup>69</sup>. » Nous ne serions alors plus, dans une vision néolibérale, que

---

<sup>65</sup> Il suffit d'observer les politiques de mise à l'emploi (via des bureaux comme le Forem) où les travailleurs se voient dans l'obligation d'accepter les emplois proposés, sous peine de voir disparaître leurs allocations de chômage. Cette politique donne l'image d'un travailleur, échangeant sa force de travail, peu importe laquelle, contre une rémunération.

<sup>66</sup> FERRERAS, Isabelle, « La société des services donne un sens politique au travail », in SAINSAULIEU, Ivan et SURDEZ, Muriel (dir.), *Sens politiques du travail*, Paris : Armand Colin, 2012, pp. 71-86.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p.73.

<sup>68</sup> cf. FERRERAS, Isabelle, *Gouverner le capitalisme*, Paris : PUF, 2012.

<sup>69</sup> De NANTEUIL, Matthieu, *op.cit.*, p. 42.

des individus, individualisés au sens propre comme au sens figuré, cherchant à maximiser nos gains. N'est-il alors pas étonnant d'observer une perte de sens chez les travailleurs ?

Laurent Taskin et Anne Dietrich, dans leur livre sur le Management Humain, ont étudié cette perte de centralité du travail à travers la gestion des ressources humaines. « Les critiques dénonçant la violence d'un management essentiellement basé sur la mesure se multiplient : perte de sens du travail, sentiment de déqualification ou de réduction de l'humain à un facteur de production, à une ressource comme une autre<sup>70</sup>. » Le travail s'en retrouve désincarné, vidé de sa substance et de l'expérience qu'en font les travailleurs. Dès lors qu'il ne s'agit que de production de richesses, le management n'a pas à se soucier du bien-être des travailleurs<sup>71</sup>. Telle est encore la réalité dans bon nombre d'entreprises, notamment lorsqu'on se réfère aux cycles de Kondratiev, actualisés par Laurent Taskin et Anne Dietrich<sup>72</sup>. La souffrance au travail, peu importent les formes d'organisation du travail, persiste et mue.

C'est dans le champ de ce que l'on appelle aujourd'hui l'ergonomie que les premières réflexions sur le sujet apparaissent, avec un présupposé qu'il importe de rappeler : le travail peut être bon pour la santé et le monde irait mieux si chacun avait un travail qui lui convient. Paradoxalement, un tel postulat s'affirme dans un contexte de standardisation tayloriste du travail où c'est l'individu qui doit s'adapter à son poste de travail, avec les souffrances que l'on sait<sup>73</sup>.

Tant que le capitalisme régira la vie des travailleurs, en véhiculant des normes individualistes et méritocratiques, une société basée sur la solidarité ne pourra pas, il nous semble, émerger. Et c'est pourquoi la démarche des auteurs comme Laurent Taskin et Anne Dietrich est importante, puisqu'elle vise à ré-humaniser le travail selon les trois pôles phares de leur ouvrage, que sont les aspects subjectif, objectif et collectif du travail<sup>74</sup>. Matthieu de Nanteuil, en parlant des études sur la justice organisationnelle, la responsabilité sociale des entreprises, etc. pointe d'ailleurs le même constat : « [...] (Cette tendance) indique l'existence d'un ensemble de préoccupations qui pointent certaines limites du système capitaliste ou qui, sans mettre en cause les déterminants de ce système, interrogent l'existence de formes récurrentes d'injustice au sein de la relation d'emploi<sup>75</sup>. »

---

<sup>70</sup> TASKIN, Laurent, DIETRICH, Anne, *Management humain*, Paris : De Boeck Supérieur, 2016, p. 20.

<sup>71</sup> *Ibid.*

<sup>72</sup> *Ibid.*, pp. 45-67.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>74</sup> *Ibid.*, pp. 90-92.

<sup>75</sup> De NANTEUIL, Matthieu, *op.cit.*, p. 126.

## **b) Les hôpitaux en régime capitaliste**

Comme nous pouvons l'observer dans la littérature, les médias, etc., le travail en régime capitaliste nous conduit, chaque jour, un peu plus vers une impasse. Alors comment peut espérer survivre un hôpital, qui a pour vocation de soigner les usagers, face aux contraintes d'une société libérée d'organes de contrôle<sup>76</sup> ? Quelles sont les pratiques mises en place pour assurer la pérennité de telles institutions ? Et quelles sont les conséquences pour ses usagers ? Sommes-nous aujourd'hui en marche vers un système de soins de santé à l'américaine, si l'on exclut les améliorations apportées par l'Obama Care ?

Lorsqu'on se réfère au site de l'INAMI (Institut national d'assurance maladie-invalidité<sup>77</sup>), les missions de cet acteur clé de notre solidarité sociale sont bel et bien d'offrir des soins de qualité aux assurés sociaux, « quelle que soit leur situation », tout en garantissant, en fonction de la maladie, des revenus suite à la perte d'un travail<sup>78</sup>. Mais on voit, depuis quelques années, une modification de cette réalité. Non seulement on observe l'augmentation « d'une médecine à deux vitesses », mais on constate également, et l'on pourrait lier ce phénomène à l'explosion du capitalisme financier, une paupérisation accrue de la population. Se soigner coûte aujourd'hui cher et les décisionnaires politiques ne semblent pas toujours réaliser les réalités du terrain auxquelles sont confrontés à la fois les patients mais également les travailleurs. Ainsi voit-on une augmentation des frais d'honoraires en chambres privées, garantissant aux patients le prestataire de soins de leur choix. Bien qu'illégale, cette pratique se popularise dans de nombreux hôpitaux<sup>79</sup>. Les raisons sont multiples, mais la principale provient probablement de la pression politique sur les directions hospitalières, pression qui se répercute donc sur les médecins et finalement les patients : « [...] pour assurer son équilibre financier, un hôpital dépend aussi de la masse d'honoraires perçus par les médecins qu'il emploie. Ces derniers peuvent donc être « poussés » à demander des suppléments d'honoraires importants afin de contribuer à la santé financière de leur institution<sup>80</sup>. »

---

<sup>76</sup> Les orientations politiques de ces dernières années semblent favoriser le libéralisme plutôt que le socialisme.

<sup>77</sup> Institut national d'assurance maladie-invalidité, « Missions de l'INAMI », *site de l'institut national d'assurance maladie-invalidité*, [En ligne], 2015, <https://www.inami.fgov.be/fr/inami/Pages/missions-inami.aspx> (Consulté le 08/02/2019).

<sup>78</sup> cf. Loi coordonnée du 14 juillet 1994, relative à l'assurance soins de santé et indemnités, M.B., 14 juillet 1994.

<sup>79</sup> Revue-Démocratie, « La médecine à deux vitesses : mythe ou réalité ? », *site Démocratie*, [En ligne], 2016, <http://www.revue-democratie.be/index.php/sante/1209-la-medecine-a-deux-vitesses-mythe-ou-realite> (Consulté le 08/02/2019).

<sup>80</sup> *Ibid.*

### c) Et la justice sociale ?

On est donc dans une logique financière, calculée et orientée vers la minimisation des coûts pour le plus grand nombre, tout en garantissant la maximisation des profits pour l'élite mondiale<sup>81</sup>. Ce constat s'observe pour tous les éléments constitutifs de notre société et ce fonctionnement semble dénué de valeurs morales. Les critiques de Karl Marx sur le travail capitaliste ne sont d'ailleurs pas dépassées<sup>82</sup>. Un rapport de force important entre les travailleurs et les actionnaires continue d'accroître le fossé entre les faibles et les forts. Un tel fossé ne peut-il pas être qualifié d'injuste par un patient aux faibles revenus ? N'est-il pas en droit de contester l'effritement de la sécurité sociale dont il bénéficie pour se soigner ? Et qu'en pense le soignant qui se doit de fournir des prestations de qualité, avec de moins en moins de moyens alloués à ses services ?

Nous en sommes aujourd'hui réduits à considérer notre sécurité sociale comme une charge financière considérable et non plus comme un filet de sécurité permettant aux usagers, sans distinction aucune, de vivre dans la dignité. « [...] A partir de ce moment-là, on débattrait de moins en moins de la place de la sécurité sociale dans la société, plutôt de sa place dans l'économie<sup>83</sup>. » Et les hôpitaux sont ces lieux où s'exprime le plein potentiel de notre solidarité. Aider les plus démunis grâce à la collectivité selon le principe suivant : cotiser en fonction de nos moyens pour bénéficier des aides en fonction de nos besoins. Le personnel soignant, en reprenant les acteurs évoqués dans l'introduction, sont des travailleurs motivés non pas seulement par l'argent et la sécurité d'emploi, mais également par des vocations profondes telles que la solidarité, le don de soi, l'amour, etc. Comment pourraient-ils autrement accomplir ces gestes quotidiens envers des personnes en souffrance ? Hormis des cas exceptionnels, nous restons persuadés que de telles fonctions à vocations sociales sont portées par des individus solidaires et touchés par « l'autre » :

L'âme a une force située en son for intérieur que l'on appelle en allemand le « Gemüt », force qui lui inspire ce qui a de la valeur et ce qui n'en a pas. [...] Capacité d'adaptation, capacité d'écouter silencieusement la nature, de saisir l'étant dans sa totalité et sa particularité, dons d'intuition actuels pour l'être étranger et pour

---

<sup>81</sup> Bien que difficilement identifiable, nous pourrions caractériser l'élite mondiale par les grandes multinationales, les milliardaires, les politiciens et tous ceux qui voient un intérêt à perpétuer la domination du capital dans nos sociétés contemporaines.

<sup>82</sup> cf. MARX, Karl, *Le Capital*, 1867.

<sup>83</sup> Le Monde, « Sécurité sociale : Depuis la fin des années 1960, l'effritement des principes fondateurs », *Site Le Monde*, [En ligne], 2016, [https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/11/14/securite-sociale-depuis-les-annees-1970-les-assurances-complementaires-reduisent-la-protection-des-plus-faibles\\_5030896\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/11/14/securite-sociale-depuis-les-annees-1970-les-assurances-complementaires-reduisent-la-protection-des-plus-faibles_5030896_823448.html), (Consulté le 09/02/2019).

les besoins étrangers, sens particulier pour découvrir le trésor caché qui repose dans toute âme humaine, siège de l'amour<sup>84</sup>.

Nous pensons que la société capitaliste tend à nous faire oublier cette vérité, celle qui nous caractérise comme des êtres humains en collectivité et non pas individualisés comme nous l'observons à travers le monde. Ne plus se soucier des plus faibles, dévaloriser les populations appauvries, ne plus leur donner l'accès à des soins de santé de qualité, etc. ne semblent pas correspondre aux caractéristiques d'une société juste<sup>85</sup>. Ainsi John Rawls, en critiquant la pensée utilitariste, qui est « [...] incapable de jouer le rôle d'une éthique publique adaptée aux conditions contemporaines de la démocratie<sup>86</sup> » a apporté une idée qui me semble, en ce qui concerne la solidarité d'une société, très importante : maximiser la situation de ceux qui ont le moins. Ce, en leur donnant les moyens matériels et financiers afin qu'ils garantissent leur liberté, leur réalisation<sup>87</sup>. Nous sommes, à bien des égards, dans ce que l'Etat providence promouvait. Un Etat qui garantit et régule la liberté et l'égalité de ses usagers. Voilà ce que nous pourrions considérer comme une société juste, une société basée sur les besoins de ses individus, sans rejet d'aucune sorte : « Chaque personne possède une inviolabilité fondée sur la justice, qui même au nom du bien-être de l'ensemble de la société, ne peut être transgressée<sup>88</sup>. »

Or, nous en sommes parfois loin et des discours prônant le bien collectif au détriment des minorités deviennent légion au sein du corps politique. Mieux vaudrait sauver la société capitaliste et donc les actionnaires dirigeants, en rejetant par exemple notre système de soins performant, plutôt que de repenser la société comme le préconise d'ailleurs John Rawls dès les premières pages de son ouvrage : « [...] si efficaces et bien organisées que soient des institutions et des lois, elles doivent être réformées ou abolies si elles sont injustes<sup>89</sup> ». Sans jeter l'opprobre sur notre société actuelle, nous tenons tout de même à réfléchir sur les conséquences que peuvent avoir les transformations « comptables » telles qu'identifiées durant le présent chapitre, sur des institutions à vocations sociales et ses travailleurs. Quelles expériences de travail, finalement, pour nos deux catégories d'acteurs ?

---

<sup>84</sup> AUCANTE, Vincent, *De la solidarité : Essai sur la philosophie politique d'Edith Stein*, Editions Parole et Silence, 2006, p. 43.

<sup>85</sup> Il n'est malheureusement pas difficile d'imaginer une société ultralibérale, basée sur la méritocratie et l'individualisme extrême, ne s'encombrant plus de considérations morales et où seul les plus forts pourront survivre, envisageant cet état de fait comme la norme à suivre par tous.

<sup>86</sup> AUDARD, Catherine, « Utilitarisme et éthique publique : le débat avec Rawls », *Cités*, 10, p. 50.

<sup>87</sup> cf. RAWLS, JOHN, *Théorie de la justice*, Editions Points, 2009.

<sup>88</sup> *Ibid.*, pp. 29-30.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 29.

## **2. Les dilemmes éthiques**

### **a) Quelles conséquences quand on parle de rentabilité ?**

Prenons un mot, afin d'illustrer nos propos et d'identifier les tensions vécues par nos deux catégories d'acteurs introduits au début de cette recherche, celui de la rentabilité. Etant donné le contexte que nous venons d'aborder ci-dessus, il ne nous semble pas étonnant d'observer un choc de valeurs auprès des travailleurs. Que cela soit entre les acteurs eux-mêmes ou entre les acteurs et la logique qui animent notre société, le problème est le même : une forme d'injustice qui s'installe lentement et contre laquelle les travailleurs semblent bien démunis.

L'hôpital est un lieu où s'expriment pleinement une pluralité de valeurs et cela n'est pas sans poser certaines tensions auxquelles il est difficile d'échapper. La rentabilité est le maître mot d'une entreprise capitaliste et les hôpitaux, pour survivre, ont suivi la même ligne de conduite. Il n'est pas rare aujourd'hui de voir, à la tête d'un hôpital, un directeur issu d'une prestigieuse école de commerce. Avec la diminution des subsides de l'Etat, les hôpitaux se transforment, se concurrencent et usent des techniques modernes du commerce pour attirer les patients. Au personnel soignant alors de s'adapter à ces nouvelles politiques, au détriment de leurs valeurs, en usant massivement du compromis. Cette adaptation peut se faire de manière aveugle et pernicieuse, à cause de politiques violentes et immorales contre lesquelles personne ne semble avoir de prise<sup>90</sup>.

De ce fait, le personnel infirmier et le service social, soumis aux ordres médicaux, ne peuvent pas toujours exprimer la pleine légitimité de leur fonction. Un patient, sans moyen financier ni assurance, ne mérite-t-il pas des soins de qualité ? L'infirmier n'est-il pas présent au sein d'une institution hospitalière pour lui fournir les soins infirmiers dont il a besoin ? L'assistant social n'est-il pas là pour garantir un accès aux soins égaux pour tous ? On voit déjà ici une mise en tension entre ce que nos acteurs voudraient fournir de par leurs valeurs et les contraintes qui leur sont imposées par la rationalisation des soins.

Si nous persistons à démontrer les problèmes de la rentabilité au sein d'un hôpital, nous observons que la diminution des durées moyennes de séjour en milieu hospitalier imposée par les pouvoirs publics ainsi que le vieillissement de la population<sup>91</sup>, amène les directions hospitalières à repenser le fonctionnement des soins, malmenant le personnel

---

<sup>90</sup> cf. MILNER, Jean-Claude, *La politique des Choses*, Verdier, 2011.

<sup>91</sup> Service Public Fédéral Santé Publique, « Réforme du paysage hospitalier et du financement des hôpitaux », *Site SPF Santé Publique*, [En ligne], 2016, <https://www.health.belgium.be/fr/sante/organisation-des-soins-de-sante/hopitaux/financement-des-hopitaux/reforme-du-paysage>, (consulté le 10/02/2019).

soignant par une pression accrue et un contrôle toujours plus important. En nous basant sur l'expérience des deux catégories d'acteurs relatée dans un article de l'Observatoire<sup>92</sup>, il nous est aisé d'envisager à quel point la demande excessive de rentabilité peut nuire au bien-être des travailleurs. « Chaque institution, chaque travailleur est confronté à des impératifs en matière de quantité et de qualité. [...] Chacun fait généralement du mieux qu'il peut. En courant parfois après le temps. Et à la recherche du sens des actes posés<sup>93</sup>. » Ce qui peut parfois nous pousser à nous demander où se situent le juste et l'injuste. Faire son travail correctement ou rapidement ? Ce qui sous-entend de le faire vite et mal ou lentement mais bien ? Nos institutions capitalistes permettent de moins en moins un tel questionnement, tant priment la croissance, les chiffres, la rentabilité. « Que ce soit pour le personnel soignant, paramédical ou psychosociale, le temps d'hospitalisation [...] se comprime<sup>94</sup>, » ne permettant plus, de ce fait, d'observer une attitude bienveillante envers les patients. Il faut soigner, prendre en charge, proposer et orienter rapidement le patient de sorte à minimiser au maximum les coûts d'hospitalisation. Et là se situe bel et bien le dilemme : travailler tout en essayant de concilier la qualité des soins, autant que possible, l'hôpital « employeur » et ses contraintes financières.

Les infirmiers doivent se montrer ingénieux pour parvenir à satisfaire<sup>95</sup> un grand nombre de patients, avec peu de collègues pour relever le défi et ce, dans un laps de temps très court. Entre une volonté de prodiguer des soins de qualité, satisfaire la hiérarchie et préserver sa santé mentale et physique, il n'est pas étonnant d'observer une augmentation des psychopathologies liées au travail au sein des professionnels de la santé<sup>96</sup>. Le service social est lui dans l'obligation de concilier les intérêts du patient, du médecin, de la direction, etc. en faisant de la culture du compromis son quotidien. Il semble aujourd'hui mal aisé de concilier les attentes des patients avec celles de la rentabilité. Garantir un accès de qualité aux soins ainsi que des sorties du milieu hospitalier dans les meilleures conditions possibles est une réalité dépassées depuis longtemps. Le capitalisme, insinué dans les moindres recoins de nos pratiques professionnelles, ne nous permet presque plus d'exprimer la pluralité de nos valeurs professionnelles. Cela nous permet d'illustrer à quel point l'économie régit et met en tension les professionnels de la santé aujourd'hui.

---

<sup>92</sup> LEFEBVRE, David, « Le secteur des soins de santé : Enjeux et mutations », *L'Observatoire*, 96, 2018.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>95</sup> Dans les limites de la profession.

<sup>96</sup> cf. SPF Santé Publique, SPF Emploi, KU Leuven, IDEWE, *Rapport de synthèse : Une étude sur le burn-out et l'enthousiasme chez le personnel médical et infirmier dans les établissements hospitaliers de Belgique*, SPF Santé Publique, SPF Emploi, KU Leuven, IDEWE, 2012.

## **b) La non-reconnaissance, une injustice sous la forme du mépris**

Comme pour la rentabilité, nous allons illustrer, à travers les deux catégories d'acteurs, un exemple d'injustice provenant du manque de reconnaissance, celui du mépris que vivent les travailleurs, soit entre eux, soit vis-à-vis de la société. Et à nouveau, le capitalisme financier n'y est, pour nous, pas étranger. Ne pas être reconnu via sa pratique professionnelle qui, finalement, constitue une part importante de soi-même nous semble néfaste pour nos acteurs qui, hormis quelques exceptions, ont certainement à cœur de faire un travail de qualité.

Dans un milieu hospitalier, nous travaillons en collaboration avec de nombreuses professions. Certaines, de par le diplôme et les responsabilités qui en incombent, semblent dominer les autres professions. De là provient certainement la plus belle forme de mépris qu'un travailleur puisse vivre. Ainsi, le niveau de responsabilités provoque une hiérarchisation très prononcée<sup>97</sup> et un mépris envers les bases de la pyramide. Nous observons, en nous basant sur l'Observatoire<sup>98</sup>, une survalorisation des actes médicaux, désignés comme étant la seule source de rendement d'un hôpital, ainsi que sa seule raison d'être. « [...] Dès les débuts, le travail social a été et demeure aujourd'hui dominé par le champ médical<sup>99</sup>. » Sans entrer dans les détails, il n'est pas difficile d'imaginer le mépris et les injustices que vivent au quotidien les travailleurs « non-médicaux » comme ceux du service d'entretien ménager, du service technique, du service informatique, etc. Bien qu'essentiels au bon fonctionnement de l'hôpital, ces services, souvent bas dans la ligne hiérarchique ou n'ayant pas de représentant hautement placé, sont les cibles des moqueries dans une société comme la nôtre qui survalorise la réussite et donc le mérite<sup>100</sup>.

Penchons-nous sur les infirmiers pour qui le mépris provient essentiellement des médecins, chargés d'un savoir plus important et n'acceptant pas souvent d'être remis en cause par les observations infirmières. Il est donc question, pour eux, d'une non-reconnaissance de leurs qualités<sup>101</sup>. Et lorsqu'on ne valorise que l'aspect médical d'un patient, n'y a-t-il pas là également une forme de mépris envers l'humanité du personnel

---

<sup>97</sup> En milieu hospitalier, la hiérarchisation y est très forte. Il suffit d'observer l'organigramme d'un hôpital (disponible sur les sites web – Cf. Cliniques Universitaires Saint-Luc, « Organigramme », *Site des Cliniques Universitaires Saint-Luc*, [En ligne], 2019, <https://www.saintluc.be/institution/organigramme.php> (consulté le 17/02/2019)) pour se rendre compte de sa verticalité.

<sup>98</sup> PERPETE, Ludovic, « Le travail social hospitalier : Un indispensable de la « socialisation des soins » pas suffisamment reconnu », *L'Observatoire*, 96, 2018.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>100</sup> Et le mérite est autant porteur de subjectivité que l'individu lui-même. Est-ce parce qu'un homme gagne mieux sa vie, ou est mieux formé, qu'il mérite plus de reconnaissance ? La question porte à réflexion.

<sup>101</sup> *Ibid.*

infirmier ? Cette force dont nous parlions plus haut qui fait de nous des êtres humains, capables d'empathie et d'amour. « La plaie est belle, il a bien cicatrisé, donc il peut sortir<sup>102</sup> », mais nous parlons là d'un patient de 75 ans, au réseau<sup>103</sup> fragile. Méprisant pour le personnel infirmier et déshumanisant pour le patient. Et encore une fois, la société capitaliste, à travers nos politiques, est à l'œuvre : « [...] le législateur a cadenassé les durées de séjour en s'appuyant sur des considérations strictement biomédicales : quels que soient l'âge, le réseau formel et informel, la complexité de la situation sociale du patient, telle intervention chirurgicale ne devra pas donner lieu à plus de X jours d'hospitalisation<sup>104</sup>. »

En ce qui concerne l'assistant social, les mépris peuvent être du même ordre que pour les infirmiers et tout le personnel qui gravite autour du patient lors de son hospitalisation. Le service social peut régulièrement être la cible de plaintes provenant des médecins et de la direction, tant celui-ci serait parasitaire dans les décisions de sortie d'un patient. Il n'est pas rare qu'un assistant social soit en confrontation avec le corps soignant, mettant à jour des éléments dont les médecins n'avaient pas tenu compte (comme la pauvreté, l'isolement, le décrochage social, etc.). L'assistant social est lui aussi vu comme un technicien de la sécurité sociale, en mettant de côté l'aspect humain de sa profession. Et lorsqu'un médecin agit, sans tenir compte des avis psychosociaux, en organisant une sortie prématurée, non seulement il ne reconnaît pas les besoins du patient, mais surtout il dénigre la pratique et la raison d'être d'un assistant social. La logique est ici mécanique, millimétrée et ne laisse que peu de place aux imprévus, sources de pertes financières pour les hôpitaux et donc de remontrances envers les médecins de la part du comité de direction. Une fois encore, nous sommes au cœur d'un dilemme : travailler pour gagner sa vie tout en essayant de promouvoir son individualité, ses qualités et ses motivations propres.

Le manque de reconnaissance est ainsi semblable à une cascade déclenchée par les politiques de soins, tombant sur les directions hospitalières, les médecins et finalement le « petit personnel », englobant ces travailleurs qui ont trop souvent l'impression de travailler dans des conditions qui ne valorisent que l'aspect médical du milieu hospitalier, le médecin étant alors, de manière grossière, la figure cardinale et identifiable de l'injustice vécue par tous.

---

<sup>102</sup> LECOMTE, Romain, (interview de Bénédicte Desaiwe, assistante sociale au CHR de Liège), « Faire lien avec l'extérieur pour viser la continuité des soins », *L'Observatoire*, 96, 2018, p. 22.

<sup>103</sup> Le réseau d'un patient représente l'ensemble des ressources dont il peut avoir besoin pour vivre au sein d'une société. La famille, les amis, les structures de soins à domicile, les richesses, etc.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 22

### **3. Les modèles de justice**

#### **a) L'éthique du compromis : Tentative de réponse aux problèmes que pose la demande de rentabilité**

Nous nous sommes intéressés au chapitre 5, relevant du compromis, du livre de Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *Les économies de la grandeur*<sup>105</sup>. On peut y lire : « Dans un compromis on se met d'accord pour composer, c'est-à-dire pour suspendre le différend, sans qu'il ait été réglé par le recours à une épreuve dans une seule nature. La situation de compromis demeure composite mais le différend est évité<sup>106</sup>. » Ils entendent par là cette faculté, pour deux natures qui s'opposent, de coexister pour le bien commun. Cela confirme bel et bien qu'un lieu comme l'hôpital, où prime aujourd'hui la rentabilité financière (nature n°1), se doit de composer avec l'objet social qui est le sien, c'est-à-dire de fournir des soins de qualité à tous les usagers dans le besoin (nature n°2).

Les enjeux sont nombreux dans le secteur médical et les évolutions croissent rapidement. Le milieu hospitalier devient alors pour nous un univers où les injustices se multiplient, et ce de manière exponentielle. Les critères identifiés par Matthieu de Nanteuil concernant le modèle du compromis<sup>107</sup> sont d'ailleurs pour nous sources d'éclaircissements. Le premier, celui de la pluralité, ne semble pas toujours être respecté. Comment concilier les besoins économiques de la direction d'un hôpital, transformant le patient en données chiffrables, et l'humanisation dont veulent faire preuve les professionnels de la santé ? Projet fou, voire impossible et pourtant ô combien important pour aider les travailleurs à sortir du dilemme évoqué ci-dessus. Le second critère, où « le compromis entend sceller un accord dans la durée<sup>108</sup> » n'est également pas toujours à l'ordre du jour. Comme signalé plus haut, les hôpitaux évoluent rapidement et les compromis avec. Il devient aujourd'hui difficile de les maintenir, tant les tensions explosent. Tensions entre les médecins et la direction, entre les médecins et le personnel paramédical, entre des valeurs humaines et des valeurs financières, etc. Et finalement, le troisième critère, qui tend vers le bien-commun, interroge la possibilité, pour un compromis, de dépasser les intérêts particuliers pour l'intérêt général<sup>109</sup>. Les directions hospitalières demandent aux travailleurs une volonté de rendre service à la population, mais elles utilisent des termes financiers tels que rendement, efficacité, productivité, etc.

---

<sup>105</sup> BOLTANSKI Luc, THEVENOT, Laurent, *Les économies de la grandeur*, PUF, 1987.

<sup>106</sup> *Ibid.*, p. 225.

<sup>107</sup> De NANTEUIL, Matthieu, *op.cit.*, pp. 211-239.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 224.

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 228.

Quel est donc l'intérêt général ? Une situation détachée des intérêts particuliers<sup>110</sup>. Or, tel n'est malheureusement pas toujours le cas au sein des hôpitaux.

Ainsi, permettre aux travailleurs d'engager leurs valeurs profondes, celles qui donnent du sens à leurs actions, comme l'empathie, l'engagement et le partage au sein d'un hôpital qui doit survivre dans une société basée sur les profits, serait une manière de maintenir une culture « saine » du compromis et un sentiment de justice pour les travailleurs. Le modèle de Matthieu de Nanteuil spécifie : « [...] Ce modèle normatif entend veiller à ce que la coexistence d'ordres de grandeur évolue dans le sens d'une pluralisation et d'une ouverture radicale<sup>111</sup>. » Mieux vaut finalement de petites victoires plutôt que l'orientation des directives vers « un tout financier » implacable, tant pour les travailleurs que pour les usagers. Effectivement, nos valeurs coexistent encore au sein d'un hôpital, elles se partagent et se tendent, démontrant une résistance aux valeurs purement économiques du capitalisme, laissant un espace vivable pour les travailleurs entre le bien-être des patients et le respect des normes institutionnelles.

Développer également des prises en charge annexes aux hôpitaux, comme des programmes d'hospitalisation à domicile<sup>112</sup>, permettrait de satisfaire une culture riche du compromis pour les travailleurs, et non une soumission aveugle à la grandeur de notre économie. Un article du Journal de gestion et d'économie médicale spécifie cela d'ailleurs en guise de conclusion : « Le système hospitalocentrique mis en place pour faire face aux maladies aiguës et infectieuses s'avère aujourd'hui inapproprié à lui seul pour répondre aux besoins d'une population vieillissante<sup>113</sup>. » Donc, le fait de favoriser le développement des coordinations de soins à domicile, d'encadrer les maisons de repos et de soins, d'étendre l'offre de séjours en revalidation (ce qui manque cruellement en Belgique<sup>114</sup>) et de repenser l'hôpital, non plus comme un lieu exclusivement médical par excellence mais plutôt comme un lieu de vie riche de sa multidisciplinarité, serait selon nous une bonne manière de permettre aux travailleurs de vivre un compromis acceptable face aux dilemmes éthiques que posent les problèmes de la rentabilité.

---

<sup>110</sup> *Ibid.*, p. 227.

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 235.

<sup>112</sup> LECOMTE, Romain, (interview de Bénédicte Desaive, assistante sociale au CHR de Liège), « Projet-pilote, hospitalisation à domicile : Un nouvel espace de coordination pour le travail social hospitalier », *L'Observatoire*, 96, 2018, pp. 23-24.

<sup>113</sup> DE FOOR, Julie, LECLERCQ, Pol, VAN DEN BULCKE, Julie, PIRSON, Magali, « Impact des patients « Bed Blockers » sur les coûts hospitaliers et évaluation des obstacles à la sortie, étude prospective au sein de quatre hôpitaux belges », *Journal de gestion et d'économie médicales*, 35, 2017, p. 195.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 192.

## **b) L'éthique de la reconnaissance : Reconnaître la subjectivité**

La reconnaissance représente aujourd'hui, pour nos sociétés occidentales, une facette indéniable de nos mises en action. Ne vivons-nous pas vis-à-vis du regard que portent les individus qui nous entourent ? C'est par l'appropriation de ce que pensent de nous nos collègues au travail que nous identifions des expériences comme l'utilité, nos caractéristiques ou encore notre place au sein de l'organisme. Pour ce faire, nous nous sommes intéressés au livre d'Axel Honneth sur la reconnaissance. Ainsi peut-on y lire :

[...] Depuis toujours, en effet, les victimes de mauvais traitements ont décrit leur expérience essentiellement à l'aide de catégories morales comme « l'offense » et « l'humiliation », qui renvoient à des formes de mépris, c'est-à-dire de déni de reconnaissance. Des concepts négatifs de ce genre caractérisent un comportement qui est injuste en ce que, avant même d'atteindre les sujets dans leur liberté d'action ou de leur porter un préjudice matériel, il les blesse dans l'idée positive qu'ils ont pu acquérir d'eux-mêmes dans l'échange intersubjectif<sup>115</sup>.

Et il n'est pas difficile de comprendre qu'un lieu comme le milieu hospitalier peut s'avérer être riche en injustices tant les acteurs peuvent se montrer méprisant les uns par rapport aux autres. Comment permettre alors une plus grande reconnaissance au sein d'un hôpital ?

Avec l'aide des travaux de Matthieu de Nanteuil<sup>116</sup> concernant son quatrième modèle de justice, celui de la reconnaissance, nous observons une chosification (la réification d'Axel Honneth<sup>117</sup>) des travailleurs, forme de mépris par excellence. Ainsi pourrions-nous considérer les infirmiers et les assistants sociaux comme des rouages non-essentiels au bon fonctionnement de l'hôpital, facilement remplaçables, surtout en cette période d'incertitude économique et pour qui aucune reconnaissance n'est nécessaire. Même, celle-ci pourrait s'avérer néfaste dans une logique capitaliste, où prime la rentabilité. Ne serait-il effectivement pas difficile pour les médecins, les ressources humaines ou encore la direction hospitalière de « changer » d'infirmiers si ceux-ci étaient reconnus en tant qu'individus porteurs de subjectivité ? Reconnaître l'existence d'un travailleur, non pas comme étant seulement un infirmier ou un assistant social mais bien comme un individu porteur de sens, de valeurs et de demandes uniques, ne pourrait pas correspondre à l'efficacité exigée d'un capitalisme financier libre de toutes entraves (en rapport avec la division du travail d'Adam Smith<sup>118</sup>). Et telle n'est pas encore notre réalité. Le modèle de la reconnaissance vise à reconnaître un sujet et non une chose.

---

<sup>115</sup> HONNETH, Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Folio Essai, 2015, p. 223.

<sup>116</sup> De NANTEUIL, Matthieu, *op.cit.*, pp. 271-310.

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 284.

<sup>118</sup> *Ibid.*, pp. 287-288.

Ainsi nous rejoignons Axel Honneth<sup>119</sup> dans sa volonté de reconnaître les minorités et de lutter contre la dominance des acteurs majoritaires comme, dans le milieu hospitalier qui nous concerne, les médecins, la direction, les services financiers, etc. qui ont pris une place imposante dans l'évolution des soins de santé et la rationalisation de l'offre analysée lors du chapitre un. Considérer nos acteurs comme des travailleurs riches en expériences, en savoir-faire et savoir-être, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'êtres humains avec des valeurs personnelles, également riches en enseignements, tant pour les patients que pour les autres professionnels de l'hôpital, permettrait de développer des sentiments de justice, socles d'un épanouissement au travail. Une fois encore, il est primordial pour les travailleurs de disposer d'espace entre ce que l'institution attend d'eux et la reconnaissance qu'ils sont en droit d'attendre pour leur travail.

« [...] Il est important, pour s'assurer du rétablissement de la personne de tenir compte de l'ensemble des paramètres qui la portent. [...] Un de ces paramètres est précisément la composante sociale de l'individu, son degré de vulnérabilité et de risque social<sup>120</sup>. » Et bien que la tendance actuelle soit à l'optimisation des coûts, transformant le service social en « videurs d'hôpitaux<sup>121</sup> », les faits prouvent le bien fondé d'une prise en charge complète du patient, avec des délais raisonnables. Qu'il s'agisse des assistants sociaux ou des infirmiers, si le médecin pouvait reconnaître la réelle plus-value et la complémentarité de leurs fonctions, les hospitalisations à répétitions suite à des sorties prématurées seraient logiquement en diminution<sup>122</sup>. Reconnaître leurs rôles serait alors en concordance avec la demande d'efficacité demandée par les directions hospitalières et favoriserait donc l'existence d'un travail « humain » dans des institutions soumises aux lois du capitalisme. L'infirmier, en ayant l'opportunité de tendre la main avec humanité envers les patients, ne serait plus seulement un technicien des soins, mais bien une personne humaine, forte d'expériences avec les patients qui apporteraient des bénéfices à tout un chacun. L'assistant social serait également, non plus l'outil du corps médical pour les sorties, mais bien l'être réflexif capable d'élaborer des projets de vie concrets, humains et profondément ancrés dans une société que l'on désire sociale. La solidarité est, selon nous, la voie vers une humanisation indispensable à nos sociétés, et la reconnaître devient alors la clé d'une plus grande justice au travail.

---

<sup>119</sup> HONNETH, Axel, *op.cit.*, p. 297.

<sup>120</sup> PERPETE, Ludovic, *op.cit.*, p. 17.

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 18.

## Conclusion

Le monde hospitalier est aujourd'hui, et pour les années à venir, l'endroit de tous les défis. Tant sur le plan éthique, technologique ou encore social, les professionnels de la santé, le législateur et les usagers vont ensemble déterminer l'avenir de ces structures ô combien vitales au bien-être de la société. Des soins de qualité pour tous, respectueux des patients, favorisant les avancées et les luttes contre les maladies ainsi qu'une plus grande justice pour les travailleurs, soumis comme nous l'avons vu, à des dilemmes toujours plus importants et même parfois insoutenables, seront les enjeux que nous avons souhaité retenir. Et malgré un avenir incertain<sup>123</sup>, nous ne doutons pas qu'une plus grande solidarité ainsi qu'un plus grand respect de tous restent possibles.

Nous l'avons vu à travers ce travail, et bien que n'ayant pas la prétention d'en avoir tiré toutes les analyses possibles, nous affirmons et maintenons que nos sociétés à tendances libérales ne peuvent plus continuer à prodiguer une solidarité efficace telle qu'elle s'est développée dans les années d'après-guerre, et ce avec des conséquences non-négligeables sur les professionnels de la santé. En ayant pris le parti d'étudier les dilemmes vécus par ces deux catégories d'acteurs que sont les assistants sociaux et les infirmiers, nous n'avons malheureusement pas pu établir un large point de vue, mais celui-ci nous a au moins permis de comprendre à quel point les tensions vécues par les travailleurs peuvent être sources de souffrance. Des interrogations qu'ils peuvent se poser à travailler dans des hôpitaux victimes de la rationalisation jusqu'au manque injuste de reconnaissance, nos acteurs sont en droit de se demander pourquoi le travail est aujourd'hui ce lieu où règnent tant de problèmes et pourquoi poursuivent-ils dans cette voie ? Se poser la question et identifier les dilemmes auxquels ils font face représentent déjà une mise au travail contre les injustices vécues, mais les chemins à suivre sont encore à tracer et probablement fonction des individus eux-mêmes.

Les auteurs abordés nous ont donc permis de comprendre à quel point le monde du travail était ce lieu en perpétuelle mutation, où les réflexions se doivent d'être constantes. Ce qui semble certain, c'est que dans une logique financière comme celle que nous vivons

---

<sup>123</sup> Pour rester en Belgique, les réformes de la ministre de la santé, Maggie De Block, voulant favoriser une diminution drastique des durées de séjour tout en limitant les centres d'expertise à certaines zones géographiques sont, à notre sens, un risque pour la santé et une injustice pour certains usagers, tout comme pour certains professionnels, déjà grandement mis sous pression. Cf. BOMBAERTS, Jean-Paul, « Santé. Maggie de Block laisse un chantier de réformes inachevé. », *Site l'Echo*, [En ligne], 2019, <https://www.lecho.be/dossiers/le-bilan-du-gouvernement-michel/sante-maggie-de-block-laisse-un-chantier-de-reformes-inacheve/10083631.html>, (Consulté le 02/03/2019).

actuellement et sur laquelle nous avons insisté durant ce travail, le secteur de la santé, déjà en mutation, va devoir lourdement se métamorphoser sous peine d'arriver dans une impasse. Avec les réflexions que cela implique pour les travailleurs, comme les dilemmes abordés ci-dessus et pour lesquels les travailleurs seraient incapables de trouver des alternatives. Comment nos acteurs vivraient l'expérience du travail dans un monde où l'individualité primerait et où l'argent serait seul maître à bord ? Sans vouloir faire de délits de prévoyance, nous doutons que le ressenti pourrait être positif, puisque les dilemmes tendraient à disparaître au profit d'une aliénation totale pour les travailleurs.

Maintenant, nous l'avons vu, l'espoir persiste pour nos acteurs qui ont toujours l'opportunité d'élaborer des portes de sortie face aux dilemmes. Les auteurs comme Matthieu de Nanteuil nous aident dans ces démarches avec des modèles de justice cohérents et utiles afin de sortir des impasses. La soumission n'est pas encore totale et tant que nos acteurs pourront, pour reprendre nos dilemmes identifiés, lutter pour plus de compromis et plus de reconnaissance, alors la justice persistera dans le camp des travailleurs et contre un capitalisme malveillant qui se veut de plus en plus agressif. Les réponses à apporter aux travailleurs ne sont ni préparées ni finies. Elles devront se mouvoir aussi rapidement que les évolutions de nos sociétés et seront propres à chaque structure et chaque travailleur. Bien entendu, cela ne signifie pas qu'une réorganisation du monde de la santé, du travail et plus largement de nos modes de vie n'est pas envisageable. Celle-ci est au contraire vivement souhaitée par bon nombre d'individus à travers le monde<sup>124</sup>.

Pour terminer, nous reprendrons Jean-Paul Sartre, sur l'existentialisme<sup>125</sup>, qui stipule que l'homme invente l'homme et propose, de par ce fait, que nous sommes tous responsables de l'avenir de l'humanité. Ainsi sommes-nous responsables du devenir de l'homme et donc des modes d'organisation qui nous unissent. Soyons les acteurs du changement, et ce changement nous apparaît comme inévitable pour le travail et nos modes de vie capitalistes. Comme le rappelle Matthieu De Nanteuil, « [...] C'est aux acteurs sociaux, non aux analystes, qu'il revient de définir les voies concrètes de la transformation sociale<sup>126</sup>. » C'est donc aux travailleurs eux-mêmes d'insuffler le changement, un changement plus solidaire, moins individualiste et plus en phase avec les valeurs personnelles de chaque travailleur.

---

<sup>124</sup> Les marches pour le climat, les « gilets jaunes », les manifestations syndicales, etc.

<sup>125</sup> SARTRE, Jean-Paul, *L'existentialisme est un humanisme*, Nagel, Paris, 1970.

<sup>126</sup> De NANTEUIL, Matthieu, *op.cit.*, p. 337.

## Bibliographie

- AUCANTE, Vincent, *De la solidarité : Essai sur la philosophie politique d'Edith Stein*, Editions Parole et Silence, 2006.
- AUDARD, Catherine, « Utilitarisme et éthique publique : le débat avec Rawls », *Cités*, 10.
- BOLTANSKI Luc, THEVENOT, Laurent, *Les économies de la grandeur*, PUF, 1987.
- BOMBAERTS, Jean-Paul, « Santé. Maggie de Block laisse un chantier de réformes inachevé. », *Site l'Echo*, [En ligne], 2019, <https://www.lecho.be/dossiers/le-bilan-du-gouvernement-michel/sante-maggie-de-block-laisse-un-chantier-de-reformes-inacheve/10083631.html>, (Consulté le 02/03/2019).
- Cliniques Universitaires Saint-Luc, « Organigramme », *Site des Cliniques Universitaires Saint-Luc*, [En ligne], 2019, <https://www.saintluc.be/institution/organigramme.php> (consulté le 17/02/2019)) pour se rendre compte de sa verticalité.
- DE FOOR, Julie, LECLERCQ, Pol, VAN DEN BULCKE, Julie, PIRSON, Magali, « Impact des patients « Bed Blockers » sur les coûts hospitaliers et évaluation des obstacles à la sortie, étude prospective au sein de quatre hôpitaux belges », *Journal de gestion et d'économie médicales*, 35, 2017.
- DE NANTEUIL, Matthieu, *Rendre justice au travail*, Paris : PUF, 2016.
- FERRERAS, Isabelle, « La société des services donne un sens politique au travail », in SAINSAULIEU, Ivan et SURDEZ, Muriel (dir.), *Sens politiques du travail*, Paris : Armand Colin, 2012.
- FERRERAS, Isabelle, *Gouverner le capitalisme*, Paris : PUF, 2012.
- HONNETH, Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Folio Essai, 2015.
- Institut national d'assurance maladie-invalidité, « Missions de l'INAMI », *site de l'institut national d'assurance maladie-invalidité*, [En ligne], 2015, <https://www.inami.fgov.be/fr/inami/Pages/missions-inami.aspx> (Consulté le 08/02/2019).
- Le Monde, « Sécurité sociale : Depuis la fin des années 1960, l'effritement des principes fondateurs », *Site Le Monde*, [En ligne], 2016, <https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/11/14/securite-sociale-depuis-les->

[annees-1970-les-assurances-complementaires-reduisent-la-protection-des-plus-faibles\\_5030896\\_823448.html](https://www.revue-democratie.be/index.php/sante/1209-la-medecine-a-deux-vitesses-mythe-ou-realite), (Consulté le 09/02/2019).

- LECOMTE, Romain, (interview de Bénédicte Desaive, assistante sociale au CHR de Liège), « Faire lien avec l'extérieur pour viser la continuité des soins », *L'Observatoire*, 96, 2018.
- LECOMTE, Romain, (interview de Bénédicte Desaive, assistante sociale au CHR de Liège), « Projet-pilote, hospitalisation à domicile : Un nouvel espace de coordination pour le travail social hospitalier », *L'Observatoire*, 96, 2018.
- LEFEBVRE, David, « Le secteur des soins de santé : Enjeux et mutations », *L'Observatoire*, 96, 2018.
- Loi coordonnées du 14 juillet 1994, relative à l'assurance soins de santé et indemnités, M.B., 14 juillet 1994.
- MARX, Karl, *Le Capital*, 1867.
- MILNER, Jean-Claude, *La politique des Choses*, Verdier, 2011.
- PERPETE, Ludovic, « Le travail social hospitalier : Un indispensable de la « socialisation des soins » pas suffisamment reconnu », *L'Observatoire*, 96, 2018.
- RAWLS, JOHN, *Théorie de la justice*, Editions Points, 2009.
- Revue-Démocratie, « La médecine à deux vitesses : mythe ou réalité ? », *site Démocratie*, [En ligne], 2016, <http://www.revue-democratie.be/index.php/sante/1209-la-medecine-a-deux-vitesses-mythe-ou-realite> (Consulté le 08/02/2019).
- SARTRE, Jean-Paul, *L'existentialisme est un humanisme*, Nagel, Paris, 1970.
- Service Public Fédéral Santé Publique, « Réforme du paysage hospitalier et du financement des hôpitaux », *Site SPF Santé Publique*, [En ligne], 2016, <https://www.health.belgium.be/fr/sante/organisation-des-soins-de-sante/hopitaux/financement-des-hopitaux/reforme-du-paysage>, (consulté le 10/02/2019).
- SPF Santé Publique, SPF Emploi, KU Leuven, IDEWE, *Rapport de synthèse : Une étude sur le burn-out et l'enthousiasme chez le personnel médical et infirmier dans les établissements hospitaliers de Belgique*, SPF Santé Publique, SPF Emploi, KU Leuven, IDEWE, 2012.
- TASKIN, Laurent, DIETRICH, Anne, *Management humain*, Paris : De Boeck Supérieur, 2016.

# Note d'articulation

---

## Conclusion générale

Le travail dans nos sociétés modernes, de par son fonctionnement capitaliste, signifie pour les travailleurs une demande de production, de rentabilité et de croissance qui ont atteint des proportions énormes. Cela n'est pas sans avoir laissé des séquelles au sein des organisations. Les conséquences, qu'elles soient matérielles ou non, ont bouleversé nos modes de vie. Comme nous l'avons vu à l'aide des deux approches que sont la sociologie et les sciences religieuses, la recherche de sens pour les travailleurs se heurte aujourd'hui à des questionnements multiples et complexes. Pourquoi travaillons-nous ? L'argent est-il si important ? Comment lutter contre les inégalités ? Quelle justice dans le monde du travail ?

La thématique choisie pour la réalisation de ce mémoire est en concordance, aujourd'hui, avec les attentes des travailleurs. Plus de justice au travail grâce à une revalorisation des individus, et ce en essayant de considérer le travail non plus comme la seule production de richesses via de la main d'œuvre, mais bien comme un acte d'utilité sociale, porteur de sens et composé des apports individuels de tout un chacun à la collectivité. Grâce à la sociologie du travail et aux sciences religieuses, nous avons pu ainsi aborder cette thématique qu'est la justice au travail avec deux approches riches en littératures et en enseignements. La sociologie a servi de socle pour l'étude du milieu hospitalier et les dilemmes éthiques auxquels font face deux catégories d'acteurs : les assistants sociaux et les infirmiers. De la reconnaissance au travail jusqu'à la culture du compromis, les apports des recherches ont permis de cibler de manière précise ce qui pose problème dans ce cadre de travail spécifique, frappé de manière alarmante par l'austérité et la rationalisation. A l'opposée, les sciences religieuses ont aidé à poser un socle de valeurs profondément ancrées dans l'histoire de l'humanité, afin de donner du sens aux travailleurs et de permettre une approche atypique des questionnements liés au capitalisme financier. La vision du travail par la Bible et la religion chrétienne ont donc été au cœur de la réflexion. Ces deux approches ont été riches mais elles ont surtout, de par nos recherches et nos orientations, placé le capitalisme dans nos sociétés modernes comme étant la source des dilemmes rencontrés par les travailleurs. Travailler représente aujourd'hui un acte de production démesuré, ne permettant pas à notre solidarité de s'épanouir, tant nos

comportements se sont individualisés. Quelle justice, quand tant de richesses sont produites et si mal redistribuées ?

La croissance semble ainsi être devenue la ligne de conduite adoptée par un grand nombre de nos sociétés, et ce peu important les conséquences qu'elle implique.

Si tout humain laisse des traces de son passage par ses actes, par son mode de vie, celles de certains humains sont plus profondes et tenaces que les autres. C'est spécialement le cas des *Homo industrialis*, aujourd'hui présents en de multiples endroits du globe et cherchant, partout où ils se trouvent, à maîtriser tout ce qui a trait à la nature. Ce qu'ils font ensemble – leurs productions, leurs aménagements, leurs usages, leurs consommations – se traduit par une artificialisation croissante de la Terre<sup>127</sup>.

Cette élite industrielle décrite par Mathias Lefèvre et Jacques Luzi tire ainsi l'humanité vers une logique de croissance exponentielle qui, dans un monde comme le nôtre, aux ressources limitées et donc présentant une finitude, risque de poser des problèmes de plus en plus graves. Outre ceux déjà bien connus des désastres écologiques et humains, comme la disparition de la faune planétaire ou encore la famine et la pauvreté, Mathias Lefèvre et Jacques Luzi semblent nous dire que notre monde devient un monde où l'être humain n'aura plus sa place, tant nos productions, de plus en plus autonomes, pourront se suffire à elles-mêmes. Nous vivons de plus en plus dans des sociétés où la technique fonctionnerait très bien sans l'homme.

Armé de sa technoscience et de ses machines toujours plus puissantes, mû par la foi progressiste, il a transformé le rapport au temps, à l'espace, au travail, en vue, à terme, de les abolir. Vœu pieux, certes. Toutefois, on parle aujourd'hui d'usines sans humains, où seuls des robots travaillent<sup>128</sup>.

La technique au service de l'homme ou l'inverse ? La question mérite d'être posée, même si telle n'est pas encore la réalité, dans l'ensemble de nos expériences contemporaines. Et pour en revenir à la notion de justice, pouvons-nous vraiment déclarer juste que la majorité se laisse ainsi guider par une minorité, les *Homo industrialis* de Mathias Lefèvre et Jacques Luzi, vers des sociétés aux richesses incommensurables mais dépourvues d'humanité ?

Au vu de ce qui a été abordé durant ce travail, selon les auteurs choisis et les orientations prises, une décroissance au sein de nos sociétés pourrait s'avérer bénéfique à bien des égards. Fonder le travail sur des valeurs non pas motivées par l'argent et le plaisir qu'ils permettent pour des capitalistes, mais plutôt par la vie en communauté, la solidarité et l'équilibre d'une consommation juste à l'égard de notre planète, voilà ce qui pourrait

---

<sup>127</sup> LEFEVRE, Mathias, LUZI, Jacques, « Homo industrialis, ou le culte funeste de l'artificiel », *Ecologie et politique*, 55, 2017, pp. 19-20.

<sup>128</sup> LEFEVRE, Mathias, LUZI, Jacques, *op.cit.*, p. 22.

répondre aux questions énoncées dans notre introduction. Dès lors, viser la rentabilité ne sera plus le leitmotiv des travailleurs mais bien le mal à combattre pour assurer une pérennité dans les entreprises. Certes, beaucoup d'entre elles se verront disparaître puisqu'elles deviendraient inutiles tant la production de richesses diminuera proportionnellement au nombre d'individus motivés par la simplification de nos modes de vie. « Le local<sup>129</sup> » semble donc être une voie en constante progression pour des travailleurs désireux de donner du sens à leurs actions, en combattant les Homo Industrialis sur un terrain qui échappe à leur contrôle. Dans le travail local, la technique perd de son importance, le capital n'est plus une fin en soit et l'équilibre environnemental est respecté.

L'humain n'est humain, ne peut se comprendre comme humain et prendre conscience de lui-même en tant qu'humain, que dans l'appartenance à *et* la confrontation avec un monde sensible dont il n'est pas l'auteur et qui reste pour lui un mystère, c'est-à-dire la nature, envers laquelle il devrait alors se montrer humble<sup>130</sup>.

Et cet article est porteur du message similaire à ce que nous avons pu apprendre à travers le paper 1, sur les sciences religieuses : ne pas convoiter et tenter, autant que faire se peut, de sauvegarder la vie, y compris notre écologie, les animaux et l'espèce humaine. De cette manière, nous pourrions peut-être lutter contre les dilemmes éthiques rencontrés dans le milieu hospitalier, les injustices vécues par les travailleurs et l'illusion que nous avons d'avoir le contrôle sur tout.

Il est vrai qu'une telle logique renierait également les hôpitaux et toutes les œuvres humaines modernes qui contribuent à exprimer notre solidarité. Là n'est évidemment pas l'objectif. Rejeter tous les progrès techniques n'est donc pas non plus souhaitable. Mais pouvoir recentrer les véritables besoins de l'humanité contribuerait à lier les travailleurs entre eux, tout en garantissant l'épanouissement de certaines de nos avancées. De quoi avons-nous finalement besoin ? De nous nourrir, mais avec respect pour la planète. De nous soigner, mais avec respect pour les individus. Et finalement, de nous loger, une fois encore avec respect pour notre créativité, de par notre capacité à créer des choses durables pour nos vies en communauté. Ne lutterions-nous pas de cette manière contre le manque de reconnaissance ? Contre cette culture du compromis qui est si préoccupante ? Ou encore contre les inégalités toujours plus grandes entre les individus, socles des injustices que nous ressentons ? Une décomplexification de nos sociétés, allant des travaux plus simples

---

<sup>129</sup> Une fois encore, nous caractérisons par « local » ce qui représente le commerce de proximité, les circuits courts, la solidarité entre les membres d'un même village/ville, les réparations en échange de petits services, etc.

<sup>130</sup> LEFEVRE, Mathias, LUZI, Jacques, *op.cit.*, p. 32.

et naturels<sup>131</sup> jusqu'à une plus grande solidarité entre nous. Telle est peut-être la voie à suivre pour lutter contre les problèmes que nous rencontrons à notre époque, comme ceux énoncés dans ce travail. Cette vision utopiste ne verra le jour, selon toute vraisemblance, qu'au terme d'un cheminement encore long à venir, si toutefois l'humanité en a la réelle volonté.

Avoir lié les sciences religieuses à la sociologie du travail nous a donc permis de construire une logique où le travail ne correspond pas à une création de richesses abondantes, millimétrées et quantifiables mais bien à un lieu qui doit avoir du sens pour les travailleurs et qui s'inscrit dans un monde où l'équilibre est primordial. Maintenant, la volonté n'était pas ici de donner une ligne de conduite irréprochable et unique, mais seulement d'aborder une approche, voire des approches, pouvant répondre à un questionnement précis. Il appartient à tout chacun de donner du sens aux présentes lignes et de se construire sa propre opinion sur le travail d'aujourd'hui et les évolutions que nous voudrions voir être apportées. Il semble malgré tout évident que des changements sont nécessaires dans un avenir très proche, tant les souffrances constatées sont de nature à remettre constamment nos modes de vie en question. Et là réside au moins une certitude que nul ne peut nier : le besoin de changement est vital pour la vie car rien ne s'acquiert pour l'éternité. Nous vivons dans un monde où la finitude nous est connue, qu'il s'agisse de notre propre mort ou de celle de notre planète. Et Friedrich Nietzsche nous apporte ici les mots adéquats pour conclure : « Que votre amour de la vie soit l'amour de vos plus hautes espérances, et que votre plus haute espérance soit la plus haute pensée de la vie<sup>132</sup>. »

---

<sup>131</sup> Nous entendons par là des travaux concrets tels qu'explicités dans le paper 1, comme une agriculture respectueuse de l'environnement, un élevage d'animaux en équilibre avec nos besoins réels, des services utiles comme la construction d'habitats durables, des soins de santé de qualité sans remettre en question notre condition humaine, etc. Toute cela avec une approche non pas de rendement, d'apports financiers ou de capitalisation mais bien avec l'idée qu'il s'agit d'action vitale à notre survie et notre accomplissement en tant qu'être humain.

<sup>132</sup> NIETZSCHE, Friedrich, *Ainsi parlait Zarathoustra*, Paris, La Gaya Scienza, 2012, p. 72.

## Bibliographie

- LEFEVRE, Mathias, LUZI, Jacques, « Homo industrialis, ou le culte funeste de l'artificiel », *Ecologie et politique*, 55, 2017.
- NIETZSCHE, Friedrich, *Ainsi parlait Zarathoustra*, Paris, La Gaya Scienza, 2012.